

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

Les conditions d'application des Décrets-Lois au regard des procès actuellement en cours

Thèse pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le 17 Novembre 1939

PAR

Pierre-Henri LELOUP

Président : M. André-PRUDHOMME, Professeur.

*Suffragants : MM. A. PERREAU, Professeur.
FRÉJAVILLE, Professeur.*

IMPRIMERIE DORÉ
LES SABLES D'OLONNE

1939



**Les conditions d'application
des Décrets-Lois**

au regard des procès actuellement en cours



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Les conditions d'application des Décrets-Lois au regard des procès actuellement en cours

Thèse pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le 17 Novembre 1939

PAR

Pierre-Henri LELOUP

Président : M. André-PRUDHOMME, Professeur.

*Suffragants : MM. A. PERREAU, Professeur.
FRÉJAVILLE, Professeur.*

IMPRIMERIE DORÉ
LES SABLES D'OLONNE

1939



INTRODUCTION

Nous nous proposons d'étudier *les conditions d'application* des décrets-lois au regard des procès actuellement en cours : énoncer notre titre suffit en même temps à indiquer ses limites, strictement encloses dans le cadre de la procédure civile. En marge des importants commentaires donnés au moment de la publication des décrets-lois du 30 octobre 1935 et du 17 juin 1938 — à l'examen desquels nous nous cantonnons — et en prenant pour guide la jurisprudence de préférence à la doctrine, nous comptons examiner les solutions pratiques données par nos Tribunaux aux nombreuses difficultés d'application des textes nouveaux : cette méthode expérimentale nous permettra tout aussi bien la critique de certaines interprétations que l'énoncé d'améliorations souhaitables.

La pratique des décrets, vue sous l'angle spécial de la procédure, a été blâmée surtout quant à son mode d'élaboration et quant à la substance même des modifications ayant désormais force de loi.

« Tant que la délégation législative est en vigueur, chacun se demande sur qui va tomber l'ardeur réformatrice des fonctionnaires anonymes qui, dans le mystère des bureaux, ont le redoutable pouvoir d'abroger et de remplacer à leur guise Codes et lois séculaires. » (*Allocution de M. Charles Seves-*

tre, Président de l'Union des jeunes Avocats. — Gazette du Palais, 8 décembre 1938.) Tel est le ton et le point de départ des réprobations suscitées par les nouveaux textes. Il serait pourtant inexact de prétendre que le décret-loi du 30 octobre 1935 — qui a apporté les modifications les plus larges à la pratique procédurale — fut uniquement élaboré par les bureaux confinés au Ministère de la Justice, sans contact avec la vie du Palais et les contingences quotidiennes. Bien au contraire, les organes législatifs sont aidés dans leur tâche par des associations professionnelles ou corporatives qui étudient sans cesse les améliorations à apporter à nos Codes. L'important décret-loi précité fut inspiré en particulier par les travaux approfondis de la Commission extraparlamentaire de révision du Code de Procédure, par un projet de la Fédération générale des Avoués de France, et par l'avant-projet d'un Code de Procédure Civile rédigé par la Commission de réforme de la procédure de l'Association Nationale des Avocats inscrits (*précédé du rapport de M. Jean Appleton, Paris, Dalloz, 1934*).

Il faut reconnaître, de bonne foi, que les transformations instaurées par ce mode de légiférer, se sont révélées, malgré quelques erreurs de détail et quelques obscurités qu'il conviendrait d'amender, autrement efficaces et cohérentes que les derniers travaux du Parlement. L'examen de la loi du 4 janvier 1939 — tendant à modifier et à interpréter l'article 10 du décret du 30 octobre 1935 — nous en donnera, au Chapitre IV de notre exposé, le plus récent exemple.

Ne convient-il pas de constater — la remarque a été faite d'une façon fort pertinente par M. Bertrand Boccon-Gibod

(*De la transformation de la Procédure sous l'influence de la jurisprudence et de la pratique, Paris, 1937*) — que la procédure civile se transformant chaque jour au contact des nécessités de la civilisation moderne, les procéduriers peuvent être des créateurs et apporter au Droit vivant la plus utile des contributions. Au moyen d'une pratique législative aussi souple et aussi rapide que celle des décrets-lois, ces efforts laborieux seront transformés en institutions originales, préparées par des hommes de métier, au lieu de se trouver asservies à la routine des sessions parlementaires et au maintien des intérêts particuliers.

La substance même des modifications édictées par les décrets-lois a fait l'objet de nombreuses récriminations. Certains censeurs eussent voulu des remaniements complets de titres entiers du Code de Procédure Civile. Le décret-loi du 17 juin 1938 leur a donné pleine satisfaction puisqu'il substitue une nouvelle rédaction aux anciens articles formant les titres douze et treize de ce Code. Cette manière de procéder ne peut être qu'exceptionnelle : les décrets-lois, dans l'esprit de leurs créateurs, devaient porter remède « aux défauts les plus criants et aux abus les plus certains d'un formalisme suranné ». Ont-ils tenu leurs promesses ?

Le décret-loi du 30 octobre 1935 a su obvier, d'une manière indiscutable, aux mesures dilatoires qui constituaient le triomphe des plaideurs de mauvaise foi : la suppression du défaut faute de conclure a réalisé, sur ce point, une réforme que nous estimons des plus heureuses.

Les décrets-lois ont-ils mis fin au formalisme ? Si toute « forme » peut paraître inutile ou « surannée » à celui qui

ne l'a point créée, il n'en reste pas moins vrai que les contestations litigieuses, domaine de la procédure, exigent un cadre suffisamment rigide pour maintenir, en un juste équilibre, le libre exposé des droits du demandeur et ceux du défendeur. Un ordre s'impose donc, constitué par une succession immuable d'actes écrits, nécessaires à l'exposé des faits ou des arguments invoqués par les parties. Ces documents serviront à la fois de résumés des phases du procès, de moyens de preuve ou de titres exécutoires. Très sagement, pensons-nous, le décret-loi du 30 octobre 1935 et celui du 17 juin 1938, dont nous étudierons certains détails, se sont contentés de supprimer quelques formalités inutiles en conservant à la procédure civile son aspect traditionnel.

Les transformations essentielles apportées par les décrets-lois précités seront successivement examinées dans l'ordre suivant :

CHAPITRE I. — *De la Procédure de Conciliation et de l'instruction des affaires civiles.*

CHAPITRE II. — *Des jugements par défaut, et de l'opposition.*

CHAPITRE III. — *Des exceptions et de la récusation.*

CHAPITRE IV. — *De la procédure d'appel.*

CHAPITRE V. — *De la procédure devant la Cour de Cassation.*

CHAPITRE VI. — *De la Saisie immobilière.*

CHAPITRE PREMIER

De l'instruction des affaires civiles.

Avant que le procès n'affronte le jour de l'audience publique, le décret-loi du 30 octobre 1935, afin d'alléger les rôles des Tribunaux et par voie de conséquence d'accélérer le cours de la Justice, ajoute de nouveaux barrages à ceux précédemment constitués par le Code de procédure civile. Si l'offensive du demandeur ne se brise pas dès le préliminaire de conciliation, elle se heurtera bientôt aux pouvoirs du magistrat chargé d'un véritable droit de regard sur la procédure; puis à la création du dossier du Tribunal; et en dernier lieu aux règles sévères sanctionnant le dépôt tardif des conclusions.

SECTION I

La procédure de conciliation.

Que reprochait-on à cette procédure avant le décret-loi du 30 octobre 1935 ?

D'abord son inutilité : il était extrêmement aisé d'échapper au préliminaire de conciliation devant le Juge de Paix, mal-

gré les termes impératifs de l'article 48 du Code de procédure civile. Non seulement le défaut de tentative de conciliation n'entraînait pas une nullité d'ordre public — ce qui permettait de la couvrir par une défense au fond — mais encore l'article 49 du même Code énonçait, en 7 alinéas, une liste respectable des demandes dispensées de cette formalité.

Le décret-loi du 30 octobre 1935 vint attaquer cette solution de facilité : d'une part il modifia les articles 49, 53 et 54 du Code de procédure civile, d'autre part il y ajouta un nouvel article 58 *bis*.

§ I. — *Modification de l'article 49 du Code de procédure civile.*

Le décret-loi précité complète le paragraphe 2 de l'article 49 du Code de procédure civile (*Dalloz périodique*, 1935. 4.421) en ces termes :

« La dispense (de conciliation) ne pourra résulter que d'une ordonnance du Président du Tribunal de première instance, qui devra indiquer expressément les motifs de l'urgence. »

Une requête doit donc présentée avant l'assignation : s'il répond cette requête, le Président a l'obligation de préciser le caractère de célérité sur lequel il base la faveur accordée au plaideur. Comme aucun critérium ne permet de déterminer en soi ce caractère de « célérité », le Président a donc toute liberté d'appréciation, à la seule condition d'exposer les motifs de l'urgence.

Cette décision présidentielle est-elle susceptible d'un

recours ? La doctrine est divergente. Pour M. Anoyaut, « le caractère de l'ordonnance du Président auquel pouvoir est donné de déduire les motifs de l'urgence et d'accorder la dispense est bien désormais de juridiction gracieuse » (*Commentaire du décret-loi du 30 octobre 1935. Recueil général des lois, Décrets et arrêts*, 1936. Page 107), ce qui, en vertu de la jurisprudence antérieure (*Rennes*, 20 mai 1879. *Dalloz périodique*, 81.2.8. — *Toulouse*, 28 août 1884. *Dalloz périodique*, 85.2.217), écarterait toute autre voie de recours. Cette solution a le mérite d'accélérer la procédure et de cadrer, mieux que toute autre interprétation, avec l'esprit du décret-loi.

Pour MM. Glasson, Tissier et Morel (*Traité de Procédure civile*, 3^e édition, Tome V. N° 472. Page 549), au contraire, la possibilité d'un recours s'avèrerait comme certaine « du moment que l'ordonnance du Président doit être motivée ». Il ne s'agirait plus d'un acte d'administration ou de juridiction gracieuse, mais d'un acte de juridiction contentieuse.

Il est fâcheux que le décret-loi n'ait point déclaré expressément la possibilité ou l'impossibilité de ce recours (*voir Gazette du Palais du 3 janvier 1936. Article de M. le Président L. Nuville*). Mais au point de vue pratique, la question est dénuée d'importance et n'a pas été, à notre connaissance, résolue par la jurisprudence. Il est évident que si le défendeur prétend exercer une voie de recours, le demandeur renoncera simplement à la dispense de conciliation et procédera lui-même à cette formalité.

Dans le cas où le Président se serait déclaré incompétent, son ordonnance, conformément aux principes généraux des

articles 425 et 454 du Code de procédure civile, pourrait être frappée d'appel. Le seul point sur lequel la jurisprudence ait été amenée à donner une solution, concerne le cas où la demande est formée contre plusieurs défendeurs. En effet, aux termes de l'article 49-6°. du Code de procédure civile, il faut « plus de deux parties » pour que le demandeur soit dispensé du préliminaire de conciliation. La Cour de Rennes a décidé : (*Rennes*, 8 mai 1936. *Recueil de Rennes*, 1936.240) que si l'action constitue une demande principale introductive d'instance à l'égard de deux défenseurs, ceux-ci doivent être appelés devant le Juge de Paix tous les deux, sinon la procédure suivie contre l'un d'eux au mépris de cette prescription impérative serait frappée de nullité.

Abrogation par la loi du 4 mars 1938.

Cette réforme devait être de courte durée, puisqu'une loi du 4 mars 1938 (*Sirey. Lois annotées*, 1938. Page 770) a abrogé purement et simplement l'alinéa final de l'article 49 du Code de procédure civile. La pratique procédurale en est ainsi revenue aux errements antérieurs au décret-loi du 30 octobre 1935.

§ II. — *Modifications apportées aux articles 53 et 54 du Code de procédure civile.*

Le décret du 30 octobre 1935 a modifié l'article 53 du Code de procédure civile : la nouvelle rédaction de cet article oblige les parties qui ne se présentent pas devant le Juge de

Paix à exciper d'une excuse qui soit reconnue valable. Sinon, cette partie, à qui défense est faite de se faire représenter par un mandataire, aura le désavantage d'être considérée comme défaillante. La partie « qui ne comparaitra pas sera condamnée à une amende de 50 francs », dit le décret. Mais il semble que l'amende ne doive être prononcée que par le Tribunal saisi de la demande, et non par le Juge de Paix.

L'article premier du même décret renforce l'ancien article 54 du Code de procédure civile : « les conventions des parties insérées au procès-verbal ont force exécutoire », alors qu'auparavant elles avaient seulement « force d'obligation privée ». Le procès-verbal se transforme en « grosse » revêtue de la formule exécutoire, comme un acte notarié ou un jugement. Le législateur eut pu facilement combler une lacune de notre Procédure, en modifiant en même temps que l'article 54 du Code de procédure civile, l'article 2.133 du Code civil, et en permettant au demandeur de prendre, au vu du procès-verbal de conciliation, une inscription d'hypothèque judiciaire. Les praticiens auraient eu, de cette façon, un moyen rapide et peu coûteux pour assortir d'une garantie réelle les promesses de leur débiteur.

Toutefois, en se basant sur l'article 7 du Code de procédure civile, les parties, à la condition formelle qu'elles se trouvent d'accord, pourraient obtenir une « condamnation » et, partant, l'inscription ultérieure d'une hypothèque judiciaire.

§ III. — *Addition d'un nouvel article 58 bis au Code de procédure civile.*

Un décret-loi du 30 octobre 1935 ajoute au Code de procédure civile un nouvel article 58 *bis* pour permettre, soit au Juge chargé de suivre la Procédure, soit au Tribunal siégeant en Chambre du conseil, de convoquer les parties, *en tout état de cause*, en vue d'une conciliation. Quelle est donc l'idée directrice de cette innovation ? De multiples inconvénients avaient été relevés à l'encontre de la conciliation devant le Juge de Paix : manque d'autorité de ce magistrat vis-à-vis des plaideurs — absence de documents qui eussent permis au Juge de Paix d'apprécier les éléments d'un litige qui lui était soumis, puisque ce magistrat n'avait entre les mains qu'une citation la plupart du temps imprécise — perte de temps, puisque le délai nécessité par la délivrance de la citation, et la remise par le Greffier d'une expédition du procès-verbal de non conciliation couvrait une période d'au moins un mois, frais élevés, supérieurs à ceux de la requête abrégative, à cause des déplacements onéreux des parties devant le Juge de Paix du domicile du défenseur. C'est pour porter remède à cet état de fait, et en s'inspirant du Code alsacien de procédure locale, que le décret-loi précité a été instauré. Il faut toutefois remarquer que dans les affaires par défaut, le Juge chargé d'examiner la procédure n'a sous les yeux qu'un placet, ce qui est insuffisant pour justifier son intervention.

SECTION II.

Le Magistrat chargé de suivre la procédure

Les articles 82 *a* jusqu'à 82 *e* du Code de procédure civile — insérés dans ce code par le décret-loi du 30 octobre 1935 — ont traité à l'institution d'un magistrat chargé de suivre la procédure devant les Tribunaux civils et les Cours d'Appel.

Il nous faut étudier les attributions de ce magistrat, lesquelles relèvent de deux chefs différents : suivre la procédure d'une part, et faire rapport à l'audience d'autre part.

§ I. — *Le Magistrat doit suivre la procédure.*

Cette importante prérogative qui permet en particulier au juge unique de fixer les « provisions » en dernier ressort, est tempérée d'une condition : Il faut qu'il ne soit causé aucun préjudice au principal. Qu'il s'agisse de contestations sérieuses sur l'articulation de l'enquête demandée au magistrat, ou d'une exception d'atteinte à la chose jugée, élevée contre l'admissibilité de la mesure d'instruction, le juge délégué ne peut, sans excéder ses pouvoirs, ni trancher la contestation, ni même passer outre, en prescrivant la mesure sollicitée. Sur ce point, les pouvoirs du magistrat délégué se rapprochent de ceux du juge des référés. Lorsqu'une question de fond est soulevée, le magistrat ne peut préjuger d'une action dont la connaissance appartient au Tribunal entier. Décider autrement aboutirait à un conflit éventuel entre le juge délégué et le Tribunal.

Dans les limites qui lui sont permises, le juge a-t-il des pouvoirs d'instruction ? Peut-il diligenter une enquête ou une expertise ? C'est une question qui n'a pas encore été tranchée d'une manière définitive par la jurisprudence. Nous allons étudier successivement les attributions de ce magistrat en ce qui concerne l'enquête et l'expertise.

A. — *Attributions du magistrat en ce qui concerne l'enquête.*

Une controverse s'est élevée au sujet de l'étendue des attributions du magistrat unique, chargé, depuis le décret-loi du 30 octobre 1935, de diligenter une enquête sans que celle-ci ait été, au préalable, ordonnée par le Tribunal.

Une première opinion a été ainsi exprimée par le Tribunal civil de la Seine :

« Le juge chargé de suivre la procédure n'est pas un simple juge commissaire ; il a un pouvoir de *juridiction propre* en vertu duquel il ordonne ou refuse une enquête, à laquelle il sera procédé par ses soins ; il examine les faits articulés et les apprécie en vue de les déclarer *provisoirement* pertinents et admissibles ; il peut rejeter une demande de mesure d'instruction qui lui semblerait inutile ou dilatoire. » (*Tribunal civil de la Seine. 4^e Chambre. 8 juin 1937. Revue de procédure, fiche 494, première espèce.*)

Il importe de souligner, en marge de ce jugement, que, si le magistrat a ordonné une enquête, celle-ci doit être diligentée, immédiatement et suivant l'articulation par lui retenue, sans que les parties aient la possibilité d'en appeler au

Tribunal ou à la Cour, aux fins d'en modifier les conditions d'exécution. C'est seulement lorsque l'enquête a été reçue par le magistrat et que le procès-verbal en est communiqué au Tribunal que celui-ci recouvre son indépendance et qu'il peut apprécier la valeur des faits retenus dans l'appointé de preuve ; les déclarer non plus « provisoirement » mais définitivement pertinents, concluants et admissibles.

Cette interprétation donne au juge le maximum d'indépendance, dans les limites toutefois de l'article 82 *a* qui prévoit la possibilité d'un appel en deux cas bien déterminés : l'incompétence ou l'excès de pouvoir.

Mais quand nous trouvons-nous devant un cas d'incompétence ou d'excès de pouvoir nettement caractérisé ?

Fidèle à la ligne de conduite adoptée par le Tribunal civil de la Seine, par le jugement *sus-vanté*, la Cour d'appel de Paris (8 novembre 1938. *Gazette du Palais*, 1938.2.825. *Gazette des Tribunaux*, 3 janvier 1939) fut amenée à préciser sa position juridique. L'appelante soutenait que c'était à tort et en *excédant ses pouvoirs* que le juge rapporteur avait autorisé une enquête en matière de divorce, « sous le prétexte « que cette mesure préjudicierait au principal ». La Cour a considéré « que si le décret-loi dispose que le juge rapporteur « peut ordonner toutes mesures d'instruction sans préjudicier au principal, cette réserve doit s'entendre en ce sens « que l'ordonnance rendue ne constituera pas un préjugé, « c'est-à-dire qu'elle n'emportera pas autorité de la chose « jugée, et que le Tribunal, appelé ensuite à statuer, pourra « se prononcer sans être lié par l'ordonnance intervenue ; « que rien ne s'oppose donc à ce que le juge rapporteur

« ordonne... une enquête sur les faits articulés par l'époux « demandeur en divorce, sauf au Tribunal à apprécier ultérieurement de l'opportunité et de la valeur de cette mesure « d'instruction. » La Cour de Paris estime donc que le juge, en ordonnant une enquête ne préjudicie jamais au principal, ce qui nous paraît contraire au texte même de l'article 82 c qui suppose ce « préjudice » possible et constituant, lorsqu'il a été causé, un cas d'incompétence ou d'excès de pouvoir autorisant (article 82 c, *in fine*) l'appel de l'ordonnance.

C'est d'ailleurs ce qu'a prétendu la Cour d'Aix aux termes d'un arrêt en date du 16 juin 1938 (*Gazette du Palais*, 1938.11.524. *Dalloz hebdomadaire*, 1938.474.) précisant, d'une manière antithétique, les pouvoirs du juge délégué. La difficulté de l'espèce soumise à la Cour était placée sur le terrain de l'excès de pouvoir. Un mari en instance de divorce avait cité son épouse devant le juge rapporteur « chargé de suivre « la procédure, aux fins d'entendre ordonner une enquête ». La femme avait comparu et déclaré, ni pertinents, ni admissibles les faits cotés en preuve par son mari, et le juge rapporteur lui avait donné acte de cette déclaration. Au surplus, ce magistrat s'était déclaré incompétent eu égard à cette contestation, et avait renvoyé les parties à se pourvoir au principal, tout en autorisant d'ores et déjà le mari à établir, par le mode ordinaire des enquêtes, les faits articulés par lui à l'encontre de sa femme. Sur l'appel de cette dernière, la Cour a statué que : « lorsque s'élève une contestation portant, non point sur une question de procédure ou d'opportunité des mesures, mais sur une question touchant au fond... le juge rapporteur ne peut ni la trancher ni passer

autre purement et simplement, sans préjudicier au principal ».

Il est évident, en effet, que le Tribunal, lorsqu'il serait saisi des résultats de l'enquête, pourrait estimer que certains des faits sur lesquels ont déposé les témoins eussent dû être écartés des débats ; les conséquences d'une telle contrariété d'appréciation seraient désastreuses ; en vain objecterait-on que cette situation peut offrir des analogies avec celle où l'un des témoins d'une enquête est reproché. Il ne faut pas perdre de vue qu'aux termes de l'article 284 du Code de procédure civile, le témoin reproché est d'abord entendu dans sa déposition, et qu'il appartient ensuite au Tribunal statuant sur cette exception, d'écarter ou non la déposition du témoin, ce qui n'équivaut pas nettement à une contrariété d'appréciation, puisqu'en tout état de cause, le juge enquêteur n'a pas à préjuger.

La doctrine de la Cour d'Aix peut se résumer ainsi : Le juge peut statuer lorsqu'il a à se prononcer sur une question de procédure ou d'opportunité de la mesure demandée, par contre, le juge ne peut passer outre à la contestation sans préjudicier au principal, lorsqu'il est saisi d'une question touchant au fond. La Cour d'Aix rejette donc de la façon la plus nette la théorie de « l'admissibilité provisoire ».

C'est également ce qu'avait fort bien mis en évidence M. Hebraud (*Revue critique législative et juridique*, 1936. Page 61), lorsqu'il écrivait : « La seule règle technique essentielle est l'absence de préjudice au principal, c'est cette notion qui soulèvera sans doute le plus de difficultés. » Cependant, cette solution offre l'inconvénient de restreindre

la portée de la réforme, puisque les pouvoirs du juge délégué risquent de se trouver paralysés lorsqu'un plaideur soulèvera des contestations à la faveur d'une prétendue inadmissibilité de faits articulés par l'autre partie.

Nous croyons qu'une solution plus juridique a été donnée à la question par la Cour d'Aix : quand une discussion sérieuse est instaurée sur l'admissibilité de la preuve, le juge délégué doit renvoyer au principal (*Tribunal civil de Bordeaux*, 6 mai 1938. *Dalloz hebdomadaire*, 1938.413). S'agit-il d'une simple question d'opportunité ? Nous pensons que le juge délégué reste compétent pour la trancher.

B. — *Attributions du magistrat en ce qui concerne l'expertise.*

Le nouvel article 82 *e* donne tous pouvoirs au magistrat chargé de suivre la procédure, pour ordonner une expertise sous la double condition qu'elle ne préjudicie pas au principal, et qu'elle soit demandée par l'une des parties.

La Cour de Douai, par un arrêt rendu le 16 février 1937 (*Revue de Procédure. Fiche 217*), au cours d'une instance en divorce a décidé que le juge délégué peut, sur la demande du mari, commettre trois médecins experts pour examiner si l'état mental de la femme permet de lui conserver la garde de l'enfant. L'épouse ayant interjeté appel de cette décision et soutenu que ledit magistrat « a commis un excès de pouvoir en ne réservant pas les droits des parties quant au choix des experts », la Cour l'a suivie dans ses conclusions, et a formellement reconnu aux parties le droit de choisir d'autres

experts dans les trois jours de la signification de l'arrêt, motif pris que « le décret-loi du 30 octobre 1935 n'a rien changé aux règles de procédure en matière d'expertise ; que par suite, l'article 305 du Code de procédure civile reste applicable, et que le juge aurait dû réserver aux parties le droit de convenir des experts dans les trois jours de la signification... » D'autre part, le même arrêt a estimé qu'il y avait également excès de pouvoir lorsqu'un Tribunal commet, pour recevoir la prestation de serment des experts, le Président de la Chambre qui doit connaître ultérieurement du litige.

Les irrégularités de l'ordonnance relevées par la Cour d'appel ne nous paraissent pas constitutives de l'excès de pouvoir, et notre opinion se base sur la loi du 25 mai 1938.

La Cour de Cassation interprétait cette loi dans un sens très restrictif, en décidant que l'excès de pouvoir n'existait seulement que dans le cas où le juge empiétait sur les attributions du pouvoir législatif ou du pouvoir exécutif (*Cassation requête*, 10 février 1868. — *Dalloz*. 68.I.422). Il ne nous semble pas, dans l'espèce soumise à la Cour de Douai, que l'on puisse qualifier ainsi les mesures prises par le juge délégué : tout au plus pourrait-on dire que le juge a méconnu le sens de la loi, et qu'il l'a violée. Cette distinction n'est point purement verbale, puisque l'article 82 *c in fine* n'autorise l'appel que dans deux cas bien déterminés : « pour incompétence ou excès de pouvoir ».

En se conformant plus strictement à ce texte, la Cour de Douai eut dû rejeter l'appel.

§ II. — *Le magistrat doit faire rapport à l'audience.*

L'article 82 *c*, paragraphe premier, du Code de procédure civile, modifié par le décret du 30 octobre 1935 est ainsi rédigé : « Le jour de l'audience, et avant les plaidoiries, la parole sera donnée au juge chargé de suivre la procédure. Ce magistrat, sans faire connaître son avis, présentera un rapport sommaire sur l'objet de la demande, l'état de la procédure, les conclusions et les moyens des parties ».

Ce rapport, préalable au jugement, constitue-t-il une formalité substantielle et d'ordre public ? en d'autres termes, son omission entraîne-t-elle ou non une nullité ? Un arrêt de la Cour de Caen, en date du 13 janvier 1937 (*Sirey*, 1937.2. 86) a décidé que, si la disposition du décret-loi du 30 octobre 1935, — d'après laquelle aucune nullité d'exploit ne peut être admise que s'il est justifié qu'elle nuit aux intérêts de la partie adverse — vise spécialement les actes de procédure, elle « peut et doit être étendue aux autres formalités légales, toutes les fois que celles-ci ne sont pas substantielles et ne présentent pas un caractère d'ordre public ». Et, par voie de conséquence, ladite Cour a jugé que la formalité du rapport du juge n'était pas une formalité substantielle; que son omission n'entraînait donc aucune nullité.

Cet arrêt nous semble discutable. La doctrine admet d'ordinaire que les mots « exploit » et « acte de procédure », ne comprennent pas les jugements et autres actes des juges (*Glasson, Tissier et Morel. Traité de Procédure civile. Tome V. N° 441. Page 540*). Par conséquent, pour demander la nullité d'un jugement en se basant sur l'absence du rapport

du juge, il ne serait pas nécessaire au demandeur de faire la preuve que cette irrégularité lui a nui, dans les termes de l'article 4 du décret du 30 octobre 1935 (*Sirey, Lois annotées de 1935, page 1677*).

Il est difficile d'imaginer que l'omission d'un juge chargé de faire un rapport impartial, puisse nuire à l'une des parties : pour ce faire, il faudrait rapporter la preuve que le jugement n'aurait pas été rendu dans le même sens si la formalité avait été régulièrement observée. Il existe une analogie frappante entre le cas présentement examiné, et celui où le jugement aurait été rendu par des juges qui n'auraient pas assisté aux débats, ce qui, sans aucune contestation, rendrait le jugement radicalement nul.

En réalité, le nouvel article 173 du Code de procédure civile ne se rapporte qu'aux nullités résultant de la violation des règles de l'organisation judiciaire (Glasson, Tissier et Morel, *loco citato*).

L'opinion de la Cour de Caen a d'ailleurs été battue en brèche par la Cour de Rennes (*Rennes, 22 mars 1938. — Gazette du Palais, 1938.2.64, sous-note*) et par la Cour de cassation (*arrêt du 12 juillet 1938. — Revue de procédure. Fiche 923, 2^e espèce. — Gazette du Palais, 1938.2.336*). En effet, un arrêt de la Chambre civile, en date du 12 juillet 1938, sur pourvoi contre un arrêt de la Cour de Paris du 14 décembre 1938, décide que l'article 82 *e* du Code de procédure civile s'applique en toutes matières, et que les jugements doivent être rendus sur le *rapport fait en audience publique*, par le magistrat chargé de suivre la procédure. Cette prescription est d'ordre public; dès lors, le jugement ou

arrêt, doit, à peine de nullité, constater l'accomplissement de cette formalité substantielle.

(Sur l'application de l'article 82 a : à la Procédure d'appel et en matière de provision *ad litem*, voir *Riom*, 15 décembre 1937 (*Gazette du Palais*, 1938.1.460). En matière d'enregistrement : Cassation civile, 28 mai 1937. (*Gazette du Palais*, 1938.1.242, sous-note); 4 janvier 1937. (*Gazette du Palais*, 1937.1.436); 17 janvier 1933. (*Gazette du Palais*, 1933.1.676); 19 juillet 1929. (*Gazette du Palais*, 1930.1.706, sous-note); 27 avril 1931. (*Gazette du Palais*, 1931.2.139); 15 avril 1930. (*Gazette du Palais*, 1930.1.908); Cassation requête 20 janvier 1930 (*Gazette du Palais*, 1930.1.507. *Sirey*, 1931.1.72); et en matière de contributions indirectes : Cassation civile, 31 mars 1931. (*Gazette du Palais*, 1931.1.732. *Sirey*, 1931.1.230); 2 juin et 30 juillet 1934 (*Gazette du Palais*, 1934.2.706. *Sirey*, 1934.1.333); 2 août 1934 (*Gazette du Palais*, 1934.2.706, sous-note b); 11 février 1930. (*Gazette du Palais*, 1930.1.705).'

Pour les instances en matière de partage, la Cour de cassation a cependant admis une solution contraire (*Cassation requête*, 7 mars 1843, *Sirey*, 1843.1.654; *Cassation civile*, 5 août 1868. *Sirey*, 1869.1.23; *Fuzier-Herman. Répertoire V° partage* N° 473 et 736.)

§ III. — Attributions du magistrat en matière prud'homale.

Un arrêt de la Cour de cassation (*Chambre civile*, 28 juillet 1938. *Revue de procédure* : fiche 935. *Gazette du Palais*,

1938.2.767) a décidé que les articles 82 *a* à 82 *e* du Code de procédure civile, qui prévoient la désignation d'un juge chargé de suivre la procédure et de faire un rapport, sont inapplicables à la procédure spéciale de la juridiction des prud'hommes. Les attributions du magistrat chargé de suivre la procédure impliquent nécessairement, a dit la Cour suprême, que les parties soient obligatoirement représentées par un avoué constitué. Il convient également de remarquer que l'article 58 *bis* du Code de procédure civile, n'étend pas au Conseil des prud'hommes la faculté réservée au magistrat conciliateur ou au Tribunal réuni en Chambre du Conseil, de convoquer les parties en vue d'une nouvelle tentative de conciliation.

Par ailleurs, l'article 74, livre IV du Code de travail reste muet sur ce point.

SECTION III.

Le dépôt tardif des conclusions

La disposition de l'article 82 *e*, — deuxième paragraphe, — est formelle :

« Le Tribunal ne statuera que sur les conclusions déposées au Greffe. Les conclusions qui n'auront pas été signifiées trois jours avant l'audience ne seront pas recevables. » Ainsi les conclusions signifiées la veille de l'audience seront déclarées irrecevables (*Paris*, 23 octobre 1937. *Sirey*, 1938.2.46).

Il s'agit à vrai dire de la rénovation de l'article 70 du décret réglementaire du 30 mars 1808 — qui n'avait pas été aboli — mais dont l'application avait été « compromise par « certains usages regrettables que les hommes d'affaires tolèrent à titre de réciprocité » suivant l'appréciation sévère, mais juste, de la Cour de Dijon (11 mai 1937. *Première Chambre. Rapporté à la Revue de procédure : fiche 482*).

§ I. — *L'irrecevabilité des conclusions.*

Nous n'insisterons pas sur le dépôt des conclusions au Greffe où elles doivent être classées dans le dossier réservé au Tribunal, ce qui n'offre aucune difficulté. Mais, nous dit l'article 82 *a*, les conclusions signifiées en dehors du délai ci-dessus fixé sont *irrecevables*. Ce vice devra-t-il être relevé d'office par le Tribunal ? Deux cas principaux peuvent se présenter :

A. — *L'adversaire soulève le moyen par voie de conclusions.*

Cette hypothèse ne pourrait se réaliser que si l'adversaire avait le soin de signifier lui-même des conclusions d'irrecevabilité en temps utile, et de les déposer au Greffe.

Mais, s'il soulevait son moyen de défense à l'aide de conclusions tardives, ces dernières ne pourraient pas non plus être accueillies par le Tribunal.

B. — *L'adversaire néglige de se prévaloir de ce moyen.*

Deux hypothèses peuvent encore se réaliser :

1° la tardivité des conclusions nuit à la partie adverse : le Tribunal en visant l'article 173 du Code de procédure civile, annulera d'office l'acte incriminé.

2° la tardivité des conclusions ne nuit pas à l'adversaire. Les partisans de l'application stricte du décret-loi soutiennent que l'article 82 *e* « doit être appliqué à toutes les conclusions qui n'auront pas été prises dans le délai sus indiqué, avant l'audience fixée pour l'ouverture des débats » (*Cour d'appel de Paris. Première chambre. 13 décembre 1937. — Dalloz hebdomadaire, 1938. Page 121*) et la Cour précise : « qu'il importe peu que ces débats se soient prolongés, et « aient été renvoyés à une audience suivante pour continuation ».

Nous ne saurions, pour notre part, nous rallier à cette opinion qui nous semble draconienne. L'argument tiré du fait que le juge chargé de suivre l'affaire, est obligé de présenter : « un rapport sommaire sur l'objet de la demande, « l'état de la procédure, *les conclusions* et les moyens des « parties », ainsi qu'il est dit en l'article susvisé, peut fort bien concerner « une formalité substantielle de procédure » et ne pas demeurer « lettre morte » si ce magistrat prend le soin de faire un second rapport lors de l'ouverture des débats. Précisément, le Tribunal, s'il ordonne la continuation de la discussion, aura besoin d'une mise au point lors des audiences qui suivront, peut-être à une date assez éloignée de cette première audience. Priver en ce cas les parties de se signifier

mutuellement des conclusions additionnelles paraît aller à l'encontre d'une bonne justice.

§ II. — *Le calcul du délai.*

Une intéressante discussion s'est élevée sur le mode de calcul du délai de trois jours, fixé par le Code de procédure civile. Il s'agit de savoir si ce délai est franc.

La Cour de Paris (*Paris, Deuxième Chambre, 6 mars 1937. — Sirey, 1938.2.71. — Revue de Procédure, fiche : 170*) a considéré que : « le délai de trois jours, en l'absence de tout texte le précisant *n'est pas franc*; que, par suite des conclusions posées et signifiées le 10 avant midi, alors que l'affaire n'a été plaidée que le 13, répondent au vœu de la loi ». Il y aurait donc le plus grand intérêt à faire porter sur l'original de signification des conclusions, l'heure de sa délivrance par l'huissier.

Le décret-loi du 30 octobre 1935 n'étant, aux termes de son article 10, applicable qu'aux procès intentés seulement depuis le 1^{er} décembre 1935, il a été jugé par la Cour de cassation (*Chambre des requêtes, 10 mai 1937. — Sirey, 1938.1.20.*) que la nouvelle disposition de l'article 82 e du Code de procédure civile, édictant l'irrecevabilité des conclusions signifiées à l'adversaire moins de trois jours avant l'audience, n'est pas applicable à un procès engagé devant la Cour d'appel par un acte antérieur au 1^{er} décembre 1935 : que, dans ce cas, l'article 70 du décret du 30 mars 1808 est seul applicable, ce qui laisse à la partie la seule faculté d'éciper, si elle le juge bon, d'une signification tardive, puisque

l'article 70 précité ne comporte pas de sanctions. La Cour suprême a d'ailleurs confirmé ce point de vue dans un autre arrêt en date du 29 mai 1937 (*Cassation. Chambre des requêtes, 29 mai 1937. Sirey, 1937.1.260*).

Le délai de trois jours devra-t-il être respecté toutes les fois qu'une signification de conclusions s'imposera ? Déjà, la jurisprudence a apporté des dérogations à la rigueur des principes. Ainsi, en matière sommaire, mais *seulement en première instance*, la Cour de Dijon (*Première Chambre, 11 mai 1937; rapporté à la Revue de Procédure, fiche : 482. 2^e espèce*) a décidé que la disposition du nouvel article 82 *e* est inapplicable; ce n'est qu'en cause d'appel, et en raison de l'abrogation de l'article 463 du Code de procédure civile, que la fin de non-recevoir basée sur des conclusions tardives peut être régulièrement opposée.

Au cas *d'appel-incident*, l'article 443 du Code de procédure civile, qui permet de former cet appel en tout état de cause, n'ayant pas été modifié par le décret-loi du 30 octobre 1935, les conclusions signifiées moins de trois jours avant les plaidoiries permettent de régulariser cette procédure (*Paris. Deuxième Chambre, 6 mars 1937. — Revue de Procédure, fiche : 170*). L'argument de texte que l'on peut relever en faveur de cette solution n'est pas toutefois irréfutable : en effet, on pourrait soutenir que par la nouvelle disposition de l'article 82 *e*, le législateur a modifié implicitement l'article 443.

Par l'effet de ces dispositions nouvelles, une *tierce opposition* n'est recevable qu'à condition d'être formée au moyen de conclusions signifiées, trois jours au moins avant l'au-

dience (Lyon. *Première Chambre*, 10 mars 1937. — *Revue de Procédure*, fiche : 482. 1^{re} espèce). Dans l'espèce soumise à la Cour, l'intimé prétendait que la tierce opposition incidente n'était pas nulle pour avoir été formée sans requête, par voie de simples conclusions même prises à la barre; mais la Cour a décidé que les conclusions à fin de tierce opposition devaient être, comme les autres, signifiées trois jours avant l'audience.

Il a été jugé également, lorsque des conclusions tardivement signifiées soulevaient un moyen d'ordre public, que le Tribunal devait néanmoins et même d'office, examiner ce moyen et l'accueillir s'il lui paraît fondé. (Dijon. *Première Chambre*, 11 mai 1937. — *Revue de Procédure*, fiche : 482. — Voir également en ce sens Paris 5 et 12 novembre 1936.)

Pour qu'une affaire puisse être jugée contradictoirement, il est nécessaire que les deux parties se soient présentées simultanément à la barre pour prendre leurs conclusions. (Tribunal civil de Tours, 7 décembre 1938. — *Gazette du Palais*, 15 mars 1939.) Dans cette espèce, le défendeur, après avoir signifié ses moyens au fond, requérait un jugement déboutant la partie adverse de la demande par elle introduite, motif pris que l'avoué du demandeur ne s'était pas présenté pour prendre ses conclusions, bien qu'il ait délivré avenir en application de l'article 154 bis du Code de procédure civile; le Tribunal a décidé que « l'avoué de la demanderesse « se refusant à soutenir ses conclusions devant le Tribunal, « la délivrance d'un avenir ne s'expliquait que par la nécessité de faire de toute façon constater à l'audience la défaillance de l'adversaire ».

En effet, l'article 343 du Code de procédure civile est toujours en vigueur, et n'a pas été aboli par le décret du 30 octobre 1935. Les articles 154 et 154 *bis* nouveaux du Code de procédure civile n'ont eu pour objet, comme nous le verrons au chapitre suivant, que de supprimer en matière civile l'opposition au jugement de défaut, faute de conclure. Si le défendeur avait voulu que l'instance fut jugée par défaut avec le bénéfice d'un jugement contradictoire, il lui aurait fallu donner lui-même avenir à quinzaine franche, en rappelant les termes de l'article 154 nouveau du Code de procédure civile.

CHAPITRE II

Des jugements par défaut et de l'opposition

« Les plaideurs de mauvaise foi tentent de prolonger la « durée des procès, afin de lasser la patience de leurs adversaires. En supprimant le défaut faute de conclure, et en « permettant plus facilement de rendre le jugement par défaut définitif sans néanmoins supprimer la garantie de l'opposition... l'article 3 du projet mettra fin à bien des « abus, et à bien des manœuvres dilatoires. » C'est en ces termes que le rapport du 30 octobre 1935 à M. le Président de la République indique l'esprit d'une réforme qui, à notre avis, s'avérerait des plus souhaitables.

L'avoué le plus diligent se trouvait irrémédiablement arrêté par le jeu des remises successives demandées par l'adversaire, et lorsque la patience du Président du Tribunal se trouvait lassée, le plaideur n'hésitait pas à laisser prendre le jugement de défaut contre lui, quitte à renouveler ses manœuvres d'atermolement, lorsque l'affaire venait à être placée sur l'opposition.

Comment se déroulaient donc les premières phases de l'instance *avant* que la procédure ne fut modifiée ?

Aux termes de l'article 61 du Code de procédure civile, déjà remanié par la loi du 12 janvier 1933, le demandeur

avait l'obligation d'indiquer dans l'exploit même d'ajournement, la constitution de l'avoué qui occupait pour lui, et aux termes de l'article 75 du même Code, le défenseur était tenu, « dans les délais de l'ajournement », de constituer avoué. Le défenseur manquait-il à cette prescription ? Le demandeur pouvait prendre contre lui *défaut faute de comparaître*. Le défenseur, bien qu'ayant constitué avoué, manquait-il de faire déposer des conclusions avant le prononcé du jugement ? L'ancien article 149 permettait alors au demandeur de prendre *défaut de conclure*.

Nous examinerons successivement les modifications apportées à ces deux procédures par le décret-loi du 30 octobre 1935.

SECTION I.

Le défaut faute de conclure

§ I. — *En première instance.*

M. César-Bru a noté fort judicieusement (*La procédure du décret-loi du 30 octobre 1935. N° 118*) que le dépôt des conclusions est un fait volontaire : on ne peut donc obliger les parties à conclure. Partant, le décret-loi ne pouvait envisager que la « suppression » de la faculté de former opposition, et la « modification » des formes de la procédure.

A. — *Défaut du défendeur.*

Un arrêt de la Première Chambre de la Cour de Lyon, en

date du 9 janvier 1937 (*Rapporté au Moniteur Judiciaire de Lyon, 27 juillet 1937*), consacre la suppression du défaut faute de conclure en ces termes très nets :

« Attendu... qu'aux termes de l'article 154 *bis* nouveau
« du Code de procédure civile, si l'avoué constitué par le
« défendeur ne dépose pas de conclusions, le demandeur
« peut, à l'expiration du délai de quinze jours, après avoir
« donné avenir, poursuivre l'audience et requérir l'adjudica-
« tion de sa demande par un jugement qui est réputé contra-
« dictoire. »

Il suffit donc que les conclusions du défendeur n'aient pas été déposées au Greffe, ni signifiées régulièrement dans les formes que nous avons examinées au chapitre précédent.

Faut-il aller plus loin, et décider que si des *conclusions d'exception* sont opposées au demandeur, celui-ci peut néanmoins faire juger le litige *au fond*, en conjuguant les dispositions de l'article 154 *bis* avec celles de l'article 338 du Code de procédure civile ?

C'est ce qu'a fait la Cour de Lyon aux termes de l'arrêt du 9 janvier 1937, précité :

« Attendu que d'André a régulièrement donné avenir à
« Dame Ligny par sommation... que vainement celle-ci sou-
« tient qu'elle a satisfait à la sommation, en déposant des
« conclusions soulevant une *exception* d'irrecevabilité ; que
« la sommation... précisait que faute par la Dame Ligny de
« déposer des conclusions dans le délai imparti, d'André
« demanderait l'adjudication de sa demande ; qu'il ne pou-
« vait s'agir que de conclusions au fond, et que Dame Ligny
« ne pouvait pas, pour échapper à l'application de l'article

« 154 *bis*, se contenter de déposer des conclusions relatives « uniquement à des exceptions... »

A fortiori, s'il s'agit de conclusions *supplétives* signifiées hors délai, le Tribunal statuera contradictoirement au fond en basant sa décision sur les premières conclusions signifiées en temps opportun.

B. — *Pluralité de défendeurs.*

Le demandeur doit-il, si certains défendeurs comparaissent alors que d'autres ne constituent pas avoué, donner *avenir* à l'avoué des comparants avant de réassigner les défaillants ?

Un arrêt de la Cour de Poitiers du 29 juillet 1936 (*Gazette du Palais*, 1936.2.635) a décidé que « le décret-loi du 30 octobre 1935... n'a aucunement porté atteinte aux dispositions « de l'article 153 du Code de procédure civile... » et qu'en conséquence « obliger alors le demandeur à satisfaire aux « prescriptions de l'article 154 *bis*, vis-à-vis des défendeurs « ayant constitué avoué, serait aller non seulement à l'en- « contre du but de rapidité de la procédure voulu par le législateur, mais encore ajouter aux dispositions de l'article « 153, cet article, qui n'a pas été modifié se suffisant à lui-même ».

Il nous semble prudent de délivrer l'avenir spécial prévu par l'article 154 *bis*, aux défendeurs ayant constitué avoué : en effet, l'article 152 modifié permettant « si les circonstances l'exigent » de prendre défaut « contre une ou plusieurs

« parties prises séparément », ne vise que le défaut faute de comparaître applicable à la totalité des défendeurs.

Si l'un ou plusieurs des défendeurs constituent avoué, il importe peu que le demandeur réassigne avant ou après la délivrance de l'avenir spécial prévu par l'article 154 *bis* : le jugement à intervenir sera réputé contradictoire si tous les défendeurs ont été touchés en temps utile, soit par l'avenir précité, soit par l'exploit de réassignation institué par la loi du 13 mars 1922.

C. — Défaut-congé.

En contre-partie de la faculté donnée au demandeur d'obtenir un jugement contradictoire, après avoir délivré avenir, il était juste que la même possibilité fut accordée au défendeur afin d'éviter que celui-ci ne fut victime soit d'une procédure vexatoire, soit d'une procédure dilatoire. Ainsi, l'article 154 du Code de procédure civile donne-t-elle au défendeur le droit de porter l'affaire à l'audience, après avoir signifié ses conclusions, et délivré l'avenir spécial prévu par cet article.

Que fera le Tribunal ? Il est fâcheux que le décret-loi du 30 octobre 1935 n'ait pas cru devoir se montrer explicite, et trancher les divergences doctrinales issues déjà de l'interprétation de l'ancien article 154 (voir *Glasson, Tissier et Morel. Traité de procédure. Tome III. N° 828*). Il faut constater ici un nouvel effet des oscillations des réformateurs partagés entre le désir de faire diriger la procédure tantôt par l'avoué, ce qui est une des règles essentielles de la procédure fran-

çaise, tantôt par le magistrat délégué, et cela sans critérium précis.

Toujours est-il que l'article 154 nous indique dans son paragraphe second :

« Le Tribunal pourra, soit déférer à cette réquisition (de
« défaut au fond contre le demandeur), soit donner seule-
« ment *défaut-congé* sans statuer sur le fond. Il devra statuer
« au fond si, après un nouveau délai de quinze jours à comp-
« ter de l'acte d'avoué contenant sommation au demandeur
« de comparaître, celui-ci ne défère pas à cette somma-
« tion... »

Trois solutions restent donc à envisager :

1° *Le défaut-congé pur et simple* — qui ne sera susceptible, ni d'opposition, ni d'appel. Le demandeur, sur nouvelle assignation, pourra présenter à nouveau son affaire devant le Tribunal, puisque le jugement de défaut-congé n'ayant pas tranché le litige, n'aura pas l'autorité de la chose jugée.

2° *Le jugement au fond* — qui sera réputé contradictoire, ne sera pas susceptible d'opposition, mais restera susceptible d'appel. C'est ainsi que l'a compris le Tribunal civil d'Angoulême qui, par jugement du 26 avril 1936 (*Gazette des Tribunaux*, 23 juillet 1936), a décidé qu'aux termes de l'article 154 bis du Code de procédure civile, lorsque l'avoué constitué par le défendeur ne dépose pas de conclusions, le demandeur peut poursuivre l'audience sur avenir, et après un délai de quinze jours francs, requérir l'adjudication de la demande, le jugement étant, en ce cas, réputé contradictoire. Dans l'espèce soumise à ce Tribunal, le demandeur en passa-

tion d'acte de vente a obtenu, faute d'exécution dans le délai imparti, la résolution du contrat aux torts et griefs du vendeur, et des dommages-intérêts.

3° *Le renvoi à une audience ultérieure.* — Puisque le Tribunal « devra statuer au fond, si, après un nouveau délai « de quinze jours à compter de l'acte d'avoué contenant sommation au demandeur de comparaître, celui-ci ne défère « pas à cette sommation... » c'est-à-dire ne défère pas à un second avenir.

L'article 154 ne permet au demandeur de « requérir » dans ses conclusions, que le défaut au fond, ce qui semble logique. Il faut donc regretter que ce texte ait attribué au Tribunal de première instance, ce qu'il a refusé à la Cour : la possibilité d'accorder au demandeur le défaut-congé pur et simple, ou n'ait pas décidé que ce défaut-congé serait réputé contradictoire.

§ II. — *En appel.*

Avant son abrogation par le décret-loi du 30 octobre 1935, l'article 463 du Code de procédure civile édictait que « les « appels de jugements rendus en matière sommaire » seraient « portés à l'audience sur simple acte et sans autre procédure. »

En matière de défaut devant la Cour, on appliquait donc — en se référant à l'article 470 du Code de procédure civile — les règles posées par les articles 154 et suivants du même Code.

Or, le décret-loi précité a supprimé l'article 463 et apporté aux articles 154 et 462 du Code de procédure civile, d'importantes modifications que nous allons examiner en traitant d'abord du défaut de l'appelant, puis de celui de l'intimé.

A. — *Du défaut de l'appelant.*

Le nouvel article 462 du Code de procédure civile permet à l'intimé d'obtenir, après l'insuccès d'un premier avenir, un arrêt de défaut ayant les effets d'un arrêt contradictoire. L'intimé devra donner à l'appelant un second avenir. Mais, ce même article ne distingue pas entre le défaut du fond et le défaut-congé pur et simple. La Cour, statuant *au fond*, donne à tous ces arrêts l'autorité de la chose jugée.

Ainsi que l'a fait remarquer M. Pierre Marin (*Le défaut faute de conclure depuis le décret-loi du 30 octobre 1935. Lois nouvelles*, 1938.1.352) le deuxième alinéa de l'article 462 porte « qu'au deuxième appel, la Cour peut rendre un arrêt « de défaut au fond ». On peut donc soutenir que cette faculté de rendre une décision au fond suppose une autre solution possible, et que cette autre solution est une décision de défaut-congé.

Nous partageons entièrement l'opinion de cet auteur lorsqu'il juge la faiblesse de l'argument de texte en notant que, si l'on désire donner au mot « peut » un sens précis, il suffit d'envisager une simple alternative : ou bien la Cour rendra un arrêt *au fond*, ou bien elle ne statuera pas en renvoyant l'affaire à une audience postérieure.

L'article 443, paragraphe 3, du Code de procédure civile, autorise l'intimé à « interjeter incidemment appel en tout « état de cause, quand même il aurait signifié le jugement « sans protestation ». Il suffit donc, pour la régularité de la procédure, que l'intimé ait pris devant les juges du second degré, des conclusions précisant les points sur lesquels porte sa demande.

Toutefois, la Cour de cassation a décidé, par un arrêt de la Chambre civile, en date du 25 novembre 1935 (*Gazette du Palais*, 1935.2.913), que « cette disposition qui déroge aux « règles générales de l'appel, se limite aux cas où l'appelant « a saisi valablement le juge du second degré ; que lorsque « le caractère tardif de l'appel s'oppose à l'examen *au fond* « du litige, l'appel incident de l'intimé est irrecevable, aussi « bien que l'appel principal ».

Ce qui confirme un précédent arrêt de la Cour de cassation rendu par la Chambre civile le 20 février 1907 (*Sirey*, 1907.1.263) et met fin à une question longtemps controversée dans la doctrine (*Garsonnet. Traité de procédure*, 2^e édition, par Cézair-Bru. Tome VI. Paragraphe 2.138. Page 107. — *Glasson, Tissier et Morel. Précis de procédure*, 3^e édition. Tome III, N° 915.)

B. — Du défaut de l'intimé.

La Cour de Paris, par un arrêt en date du 28 octobre 1936 (*Gazette du Palais*, 1936.2.742. — *Sirey*, 1938.2.44) a décidé que l'arrêt de défaut faute de conclure contre l'intimé, doit conserver ce caractère et ne saurait être réputé contradictoire.

M. César-Bru a approuvé cette jurisprudence (*La procédure du décret-loi du 30 octobre 1935, N° 148*) : l'article 462 nouveau, pense-t-il, doit être limité au cas de défaut de l'appelant.

MM. Glasson, Tissier et Morel (*Précis de procédure, 3 édition. Tome V. Page 614*) soutiennent l'opinion contraire : ledit article 462 s'appliquerait en appel comme en première instance, et le défaut faute de conclure serait supprimé pour l'intimé.

Nous pensons que cette dernière solution est exacte : pourquoi établir une dérogation qui ne résulte pas implicitement d'un texte ? Avec M. Pierre Marin (*loco citato*, p. 356) nous estimons que la procédure spéciale instaurée par le décret-loi du 30 octobre 1935, en cas de défaut de l'appelant, n'est point suffisante pour détruire l'article 470 du Code de procédure civile : « les autres règles établies pour les tribunaux inférieurs seront observées dans les Tribunaux d'appel », ainsi que M. Léon Bérard, Garde des Sceaux, a pris soin de le rappeler dans une circulaire du 30 novembre 1935 (*Rapportée dans l'ouvrage de M. Vanlaer : Le décret-loi du 30 octobre 1935. Tome I. Page 112*).

Une ordonnance de la Cour d'appel de Riom, rendue le 15 décembre 1937 (*Gazette du Palais, 1938.1.460*) confirme également notre opinion sur ce point.

C'est encore l'article 154 *bis* du Code de procédure civile qui trouvera son application au cas de défaut de l'intimé : la signification de l'avenir créé par ce texte et celle des conclusions suffiront à rendre l'arrêt contradictoire.

Le nouvel article 462 du Code de procédure civile n'a pas prévu le cas où l'appelant fait diligence pour obtenir de la Cour un arrêt infirmatif. L'appelant doit-il, en ce cas, observer les formalités du double avenir imposé à l'intimé *seul* par l'article précité ? Doit-il, au contraire, observer les formalités du simple avenir prévu par l'article 154 *bis* du même Code ? En faveur de cette dernière hypothèse, nous invoquons l'article 470 du Code de procédure civile précité. Pour des motifs, différents il est vrai, cette solution a été adoptée par la deuxième Chambre de la Cour d'appel de Montpellier, le 28 juillet 1938 (*Gazette du Palais*, 1938.2.718) dans une instance où l'appelant avait d'abord fait toutes les diligences utiles pour placer l'affaire, mais, à l'appel de la cause, avait déclaré ne pas conclure et avait réclamé, pour retarder la solution du procès, l'application à son profit de l'article 462 du Code de procédure civile. La Cour a jugé que ce dernier texte vise le cas où c'est *l'intimé* qui poursuit l'audience, « faute par l'appelant d'avoir rempli les formalités nécessaires pour « saisir la Cour de ses moyens d'appel... qu'en invoquant « l'urgence pour obtenir fixation de la cause à une audience « déterminée et y plaider, l'appelant a nécessairement dû « pensé l'intimé qui s'y présente du double avenir qu'il eut « été obligé de signifier pour aboutir à un arrêt réputé contradictoire ».

Mais l'on peut déduire, *a contrario*, que s'il n'y avait pas eu manœuvre dilatoire de l'appelant, l'intimé aurait dû signifier deux avènements pour rendre l'arrêt contradictoire.

SECTION II.

Des jugements par défaut faute de comparaître, et de l'opposition.

Le décret-loi du 30 octobre 1935, comme nous venons de le voir, a supprimé l'opposition aux jugements par défaut faute de conclure, mais l'a maintenue dans le cas du défaut faute de comparaître (*Article 149 du Code de procédure civile*). Le nouveau régime, calqué sur le projet de réforme de 1894, est assurément plus satisfaisant que la méthode instaurée par le Code de procédure civile. Il se montre pourtant, à notre avis, encore trop favorable au défaillant.

Nous étudierons, en trois paragraphes, les formes de l'opposition, les motifs dont elle doit être assortie, puis ses effets.

§ I. — *Les formes de l'opposition.*

1° *En justice de Paix.* — Aux termes de l'article 20 du Code de procédure civile, qui n'a pas été modifié, l'opposition aux sentences des juges de paix doit être faite « dans les trois jours de la signification du jugement »; l'opposition faite le quatrième jour n'est pas recevable, à moins toutefois que ce quatrième jour ne soit un samedi ou un jour férié (*Cassation Chambre civile. 20 juillet 1937. — Revue de Procédure, fiche : 480, 11*). Il importerait peu, depuis le décret-loi du 31 août 1937, qu'au milieu du délai, un jour férié se trouvât intercalé.

2° *Devant le Tribunal de première instance et la Cour*

d'appel. — Afin de déterminer le délai au cours duquel l'opposition sera valable, le décret-loi du 30 octobre 1935 fait une distinction en donnant des règles différentes dans le cas où le jugement a été signifié à la personne du défaillant, ou s'il n'a pu l'être.

Si la signification a été faite à la personne même du défaillant, l'opposition sera valable pendant *un mois* : la formule des articles 158 et 158 *bis* du Code de procédure civile semble écarter l'idée de délai franc, et l'opposition notifiée le trente et unième jour serait inopérante (*Recueil général des Lois* 1938. Page 274). Ce délai devra être verbalement rappelé par l'huissier au moment de la signification de son exploit « et mention de cette formalité sera insérée sur l'original et la copie à peine de nullité » (*article 158 du Code de procédure civile*).

Si la signification n'a pas été faite à la personne du défaillant, l'article 158 *bis* édicte une triple règle :

a) l'opposition est recevable tant que le jugement n'a pas été exécuté au vu et au su du défaillant. (*Amiens*, 10 novembre 1936. — *Sirey*, 1936.2.108. — *Bastia*, 5 mai 1938. — *Gazette du Palais*, 1938.2.318.)

Il semble résulter de cette disposition que si l'exécution a eu lieu au vu et au su du défaillant, l'opposition ne serait plus recevable à partir de cette exécution, ce qui ne modifierait guère la règle ancienne. Un arrêt de la Cour de cassation (*Chambre civile*, 6 juillet 1937. — *Revue de Procédure*, fiche : 480.1) reconnaît que l'article 159 du Code de procédure civile répute la décision exécutée « lorsqu'il y a « quelqu'acte duquel il résulte nécessairement que cette

« exécution a été connue de la partie défaillante; que la saisie
« exécution est un acte d'exécution du jugement, et que le
« saisi en a nécessairement connaissance lorsqu'elle a lieu
« en sa présence, et qu'il en a été constitué gardien ».

b) l'opposition est recevable pendant *le mois* qui suit la connaissance que le défaillant a eu du jugement, et naturellement, aujourd'hui comme avant les modifications apportées au Code de procédure civile, l'appel n'est possible que lorsque la voie de l'opposition ne peut plus être utilisée.

c) s'il a été impossible de donner au défaillant connaissance d'un acte d'exécution, le jugement peut être publié par extrait dans un journal du dernier domicile connu. Il suffira de présenter une requête au Président du Tribunal civil, pour obtenir une ordonnance fixant le délai à l'expiration duquel l'opposition ne sera plus possible (*Voir Glas-son, Tissier et Morel. Traité de Procédure civile, 3^e édition, Tome V. N° 844. Page 600*).

Que décider lorsqu'il s'agit d'exécuter contre un tiers, un *jugement par défaut faute de comparaître* ? Le texte du nouvel article 164 : « aucun jugement par défaut ne sera
« exécuté à l'égard d'un tiers que sur un certificat de l'avoué
« mentionnant la date de la signification d'un acte d'exécu-
« tion provenant du défaillant, ou porté à sa connaissance,
« ou enfin de la publication prévue à l'article 158 *bis*, et sur
« un certificat du greffier constatant qu'il n'existe aucune
« opposition portée sur le registre, ni aucun appel s'il s'agit
« d'un jugement susceptible de cette voie de recours » nous semble manquer de clarté; nous ne voyons guère en quoi peut consister « la signification des actes d'exécution prove-

« nant du défaillant ». ? Il faut, semble-t-il, penser à une erreur de rédaction, et corriger ainsi ledit article en lisant : « portés à la connaissance du défaillant ».

§ II. — *Les motifs de l'opposition.*

L'opposition non motivée est nulle. Avant le décret du 30 octobre 1935, la jurisprudence décidait que l'opposition à un jugement de défaut devait, pour être valable, contenir les moyens de l'opposant, c'est-à-dire les motifs qui l'ont fait naître (ancien article 161). Le nouvel article 162 du Code de procédure civile ne fait que condenser les anciens articles 160, 161 et 162 du même Code, lesquels préoyaient, à défaut d'indication des moyens, la nullité de l'opposition.

La Cour de Paris, par arrêt du 24 février 1938 (*Dalloz hebdomadaire*, 1938. Page 281. — *Revue de Procédure*, fiche : 708.1. — *Gazette du Palais*, 1938.1.608) a décidé que la nécessité des « conclusions motivées » est formulée d'une façon impérative par le nouvel article 162 du Code de procédure civile. Vainement l'appelant prétendrait-il exciper des termes de l'article 1030 du Code de procédure civile, lequel décide qu'aucun exploit ne peut être déclaré nul, si sa nullité n'en est formellement prononcée par la loi. Ladite Cour considère « qu'il est de jurisprudence que l'article 1030 ne « s'applique qu'aux formalités non substantielles », alors que le « défaut d'énoncé des moyens d'opposition constitue... « une formalité substantielle ».

Mais la nullité devrait-elle être prononcée si aucun préjudice n'a été causé à la partie adverse du fait de l'absence de

motifs ? L'affirmative ne pourrait résulter également que du caractère substantiel de la formalité. On tournerait alors dans un cercle vicieux, aucun critérium ne permettant de reconnaître un caractère substantiel à la formalité d'énonciation des motifs.

Un pourvoi ayant été formé contre cet arrêt, la Cour de cassation (*Chambre des requêtes*, 30 janvier 1939. — *Gazette du Palais*, 18 mars 1939) l'a rejeté motif pris « que l'indication des moyens d'opposition doit être précisée, et ne saurait être suppléée par une simple et vague dénégation des faits de la cause... que le décret-loi du 30 octobre 1935 ayant condensé dans l'article 162 du Code de procédure civile... les diverses dispositions des articles 160 à 162 anciens, lesquels prévoyaient, à défaut de l'indication des moyens, la nullité de l'opposition, il en résulte que cette nullité... subsiste toujours encore qu'elle n'ait pas été formellement exprimée dans le nouveau texte; qu'il importe peu que la Dame Abouhamad n'ait pas justifié d'un préjudice subi par elle de ce chef, la disposition de l'article 173 du Code de procédure civile demeurant sans effet à l'encontre d'une formalité essentielle telle que l'indication des moyens dans l'opposition »...

Cet arrêt de la Cour suprême confirme en même temps le jugement du Tribunal Civil de la Seine du 31 octobre 1936 (*Gazette du Palais* 1936.2.842). Les procès intentés antérieurement au 1^{er} décembre 1935 échappent à l'application des dispositions nouvelles du Code de procédure civile, dépourvues du caractère rétroactif. En conséquence, l'opposition à un jugement de défaut faite de conclure rendu sous l'em-

pire de l'article 161 ancien dudit Code, est irrecevable si elle n'a pas été motivée.

§ III. — *Les effets de l'opposition.*

L'opposition n'anéantit pas le jugement par défaut, mais le Tribunal devra statuer de nouveau et s'il ne reconnaît pas la bonne foi de la partie opposante, il la condamnera à tous les frais de « levée, de signification, d'exécution du jugement, et le cas échéant, de sa publication... à moins que, eu égard aux circonstances, le Tribunal ne l'exonère en totalité ou en partie desdits frais ». (*Code de procédure civile, article 162 bis.*)

Les dispositions du nouvel article 158 du Code de procédure civile, relatives au délai d'opposition au jugement par défaut, ne paraissent pas applicables dans les instances commencées avant le 1^{er} décembre 1935, l'opposition restant soumise à la législation antérieure du fait que l'opposition à un jugement par défaut ne donne pas naissance à une *instance nouvelle*, mais qu'elle n'est qu'un *incident* de l'instance engagée par l'assignation. (*Tribunal civil de Brive, 3 février 1937. — Revue de Procédure, fiche : 300. — Gazette du Palais, 1937.1.786.*) De sorte que, depuis l'exploit introductif qui a saisi le juge, jusqu'à la décision qui intervient sur l'opposition, il n'y a qu'une seule et indivisible instance.

CHAPITRE III

Des exceptions, des fins de non recevoir et de la récusation

Le décret-loi du 30 octobre 1935 n'apporte que trois modifications au titre IX du livre II de la première partie du Code de procédure civile, concernant les exceptions, en changeant la rédaction des anciens articles 173 et 192, et en ajoutant à ce titre un nouvel article 170 *bis*. Ces retouches, rédigées dans un esprit de simplification de la procédure, tendent à écarter la multiplication d'incidents dont le premier résultat serait de retarder l'issue du procès, et, par voie de conséquence, l'augmentation des frais de procédure.

Nous préférons scinder le texte ambigu du nouvel article 192 du Code de procédure civile, et nous étudierons dans une première section : les exceptions; dans une seconde section : les fins de non recevoir; nous réserverons une troisième section à la récusation et à la péremption.

SECTION I.

Les exceptions

Nous entendons par exception proprement dite le *moyen de forme* qui permet au défendeur de s'opposer à une demande judiciaire. En cinq paragraphes, nous suivrons le Code de procédure civile, et nous examinerons la répercussion des décrets-lois sur ces différentes matières.

§ 1. — *De la caution à fournir pour les étrangers.*

Le décret-loi n'a rien innové, et se contente d'indiquer (article 192, paragraphe 2) que « l'exception de caution doit être présentée en premier lieu ».

Il a été jugé que cette disposition, en tant que loi de procédure, est applicable rétro-activement, et qu'elle est impérative; (*Paris, 3 janvier 1936. — Dalloz, hebdomadaire, 1936.103*) qu'il importe peu que le demandeur, par voie de sommation ou de conclusions, ait fait des réserves en vue d'opposer ultérieurement l'exception de caution; que ces réserves étant inopérantes, le demandeur doit être considéré comme forclos. (*Voir, sous le jugement du Tribunal Civil de la Seine, du 18 avril 1934, confirmé par l'arrêt ci-dessus, la note signée J. P. dans le Journal du Droit International Clunet, 1934, pages 618-633.*)

§ II. — *Des renvois.*a) renvoi pour *incompétence relative*.

Par application de l'article 169 du Code de procédure civile, l'exception d'incompétence *ratione loci*, lorsque le défendeur peut la soulever, doit l'être « préalablement à toutes autres exceptions et défenses » et la Cour de Cassation (*Chambre civile, arrêt du 7 juillet 1938. Gazette du Palais, 1938.2.583*) a jugé que les conclusions au fond couvraient l'exception tirée de ce que la demande aurait été portée devant le Tribunal du domicile du défendeur au lieu de l'être devant le Tribunal du domicile élu dans un acte de vente reçu par un notaire. Sur ce point, la jurisprudence est constante (*Cassation Chambre civile, 13 juillet 1937. — Gazette du Palais, 1937.2.855. — Sirey, 1937.1.366. — Cassation Chambre des requêtes, 22 mars 1937. — Gazette du Palais, 1937.2.858*).

Le Tribunal civil de la Seine (10 novembre 1938. — *Gazette du Palais, 1938.2.880*) a décidé que le défendeur, lorsqu'il assiste au préliminaire de conciliation, ne présente pas, du fait même de sa comparution, une défense au fond, et qu'il ne renonce pas ainsi au droit de se prévaloir ultérieurement de l'incompétence *ratione loci*, lorsqu'il sera assigné devant le Tribunal civil.

Il est à noter que la juridiction d'appel n'est pas tenue de s'expliquer sur l'incompétence relative lorsque ce moyen n'a pas été soulevé devant le premier juge (*Cassation Chambre des Requêtes, 28 décembre 1937. — Gazette des Tribunaux du Maroc, 12 février 1938*).

b) renvoi pour *incompétence absolue*.

Le nouvel article 170 *bis* limite le caractère d'ordre public de l'incompétence *ratione materiae*, puisqu'il décide que : « l'incompétence à raison de la matière ne pourra être invoquée pour la première fois en Cassation que dans les cas suivants : 1° lorsque la loi attribue compétence à une juridiction répressive ou administrative; 2° dans les causes de séparation de corps ou de biens, divorces, questions d'état, et, généralement dans les instances où l'ordre public est intéressé ». Il faut donc désormais distinguer deux degrés d'ordre public en matière d'incompétence, ainsi que l'a noté M. le Professeur Japiot (*Lois Nouvelles*, 1939.1.84) :

1° l'incompétence d'ordre public supérieur, qui n'existe que si l'affaire était légalement de la compétence d'une juridiction répressive ou administrative ; l'incompétence peut alors être invoquée pour la première fois en Cassation;

2° l'incompétence d'ordre public ordinaire qui englobe toutes les autres hypothèses et ne peut plus être invoquée pour la première fois en Cassation.

En première instance et en appel, les juges continueront à pouvoir se dessaisir, même d'office, et en tout état de cause. Mais un pourvoi sera frappé de forclusion s'il base son déclinaire sur l'incompétence d'ordre public ordinaire.

A juste titre, nous semble-t-il, le législateur a admis qu'il était bien tard pour un plaideur d'invoquer une incompétence aussi grave, puisqu'elle réduit à néant toute la procédure antérieure, lorsque pendant plusieurs années le même plaideur ne s'est pas opposé à la validité du débat devant le Tribunal de

première instance, puis la Cour d'appel, choisis pas son contradicteur. Il y a intérêt, pour la bonne administration et la célérité de la Justice, à éliminer des Cours Suprêmes tout procès qui ne serait en définitive que tentative dilatoire.

c) renvoi pour litispendance.

L'exception de renvoi pour litispendance n'est plus recevable, aux termes du nouvel article 192 du Code de procédure civile, « après qu'il aura été conclu au fond », ou encore lorsqu'il aura été statué sur l'une quelconque des autres exceptions (article précité, dernier alinéa). Par voie de conséquence, il a été jugé par la Cour d'appel d'Angers et par un arrêt en date du 18 février 1936 (rapporté au *Dalloz hebdomadaire* 1936, page 213) que « le Tribunal devant lequel est proposée une exception de litispendance, à fin de renvoi de l'affaire à un autre Tribunal comme Tribunal premier saisi, n'est tenu de se dessaisir que lorsque la compétence de cet autre Tribunal n'est pas contestée ».

L'exception de litispendance n'est pas d'ordre public : mais elle ne pourra plus être recevable en tout état de cause, puisque le dernier paragraphe de l'article 192 du Code de procédure civile frappe de caducité les exceptions qui pourraient être soulevées après jugement rendu sur une autre exception.

d) renvoi pour connexité.

La jurisprudence n'admet la recevabilité du renvoi pour connexité que s'il est soulevé *in limine litis* (Cassation Chambre des requêtes, 10 juillet 1929. — *Dalloz hebdomadaire*, 1929.425). Il est généralement reconnu qu'il y a connexité

lorsque les plaideurs peuvent redouter une contrariété de décisions sur un point identique, et dans les procès relatifs aux mêmes intérêts. Tel, par exemple, le cas d'un partage, entre les enfants, de la succession de leur père et de celle de leur mère, quand il s'agit de les liquider par un seul état : les droits de chacun des enfants doivent être appréciés par le même notaire et par le même Tribunal. (*Cassation Chambre des requêtes*, 25 janvier 1939. — *Gazette du Palais*, feuille du 7 avril 1939.)

Mais la connexité n'étant pas légalement définie, les Tribunaux jouissent d'un pouvoir discrétionnaire pour l'admettre ou la rejeter (*Cassation Chambre civile*, 22 mars 1937. — *Gazette du Palais*, 1937.2.87. — *Cassation Chambre civile*, 30 novembre 1937. — *Gazette du Palais*, 1938.1.217. — *Cassation Chambre sociale*, 8 décembre 1938. — *Gazette du Palais*, 1939.1.260). Cette liberté sera au surplus facilitée par les termes de l'article 171 du Code de procédure civile qui reconnaît que « si la contestation est connexe à une cause déjà pendante en un autre Tribunal, le renvoi *pourra* être demandé et ordonné », ce qui veut dire que le renvoi ne s'impose jamais d'une manière impérative.

§ III. — Des nullités.

Les rédacteurs du Code de procédure civile redoutaient l'arbitraire des juges : ils avaient donc pris le soin minutieux de déterminer d'avance les cas de nullité, de façon à priver les magistrats de toute appréciation subjective; ils s'étaient bien rendu compte que, de la manière plus ou moins lâche dont on

interprétait la notion de « nullité », découlerait immédiatement le plus ou moins de respect attaché par les plaideurs à la « forme » des actes de procédure. De là sortirent les règles strictes des articles 1.029 et 1.030 du Code de procédure civile : « Aucune nullité n'est comminatoire. Il n'y a pas de nullité sans texte ».

Mais l'interprétation rigoureuse de ces textes devait se heurter à d'autres difficultés d'ordre pratique : le législateur le plus attentif ne peut à l'avance prévoir absolument tous les cas où une sanction devra s'imposer ou non : le système manquait de souplesse et la jurisprudence, en distinguant d'une manière subtile les formalités « essentielles » des formalités « secondaires » (*Glasson, Tissier et Morel, loco citato, Tome II, N° 441*) rendit aux magistrats un large pouvoir d'arbitrage personnel. Le législateur suivit d'ailleurs la jurisprudence et une première brèche fut ouverte au principe de l'interprétation étroite des exceptions par la loi du 12 janvier 1933, modifiant les articles 61, 64, 70, 456 et 1.029 du Code de procédure civile (*Dalloz périodique, 1933.4.77 et le commentaire de M. Jean Chevallier*).

Le décret-loi du 30 octobre 1935, en tant qu'il modifiait le premier alinéa de l'article 173 du Code de procédure civile, devait apporter en la matière une modification considérable, puisqu'il est ainsi conçu :

« Aucune nullité d'exploit ou d'acte de procédure ne pourra « être admise que s'il est justifié qu'elle nuit aux intérêts de « la partie adverse... » C'était consacrer l'antique adage « Nullité sans grief n'opère rien » et revenir à la procédure de l'ordonnance de 1667. C'était accorder à nouveau au juge

le pouvoir de relever le plaideur de toute irrégularité de procédure, même visée par un texte légal opérant nullité, quand cette irrégularité n'a causé à l'adversaire aucun préjudice et n'a pu notamment nuire aux intérêts de la défense.

La règle en elle-même paraissait claire, quand on s'avisa que désormais notre Code de procédure civile présentait deux textes diamétralement opposés :

ARTICLE 173

Décret-loi du 30 octobre 1935

Alinéa 1^{er}. — Aucune nullité d'exploit ou d'acte de procédure ne pourra être admise que s'il est justifié qu'elle nuit aux intérêts de la partie adverse.

ARTICLE 1.029

Loi du 12 janvier 1933

Aucune des nullités, sauf ce qui est dit aux articles 61, 64, 68, 69, 70, 456, qui précèdent, amendes et déchéances prononcées dans le présent code, n'est comminatoire.

En effet, s'il ressort de l'article 1029 que les nullités n'étant pas de simples menaces, le juge doit les appliquer automatiquement, comment expliquer que le décret-loi du 30 octobre 1935 soit venu affirmer qu'il n'y a pas de nullité sans qu'un préjudice soit causé à la partie adverse ? C'est que le décret-loi a tout simplement oublié de modifier l'article 1.029. Il apparaît donc que ces textes doivent être complétés l'un par l'autre, puisque la règle de l'article 1.029 subsiste, même au regard de l'article 173, dans le cas où la nullité ne nuit pas aux intérêts de la partie adverse. Evidemment, il eut été beaucoup plus simple d'ajouter à la liste des exceptions contenues dans les articles visés par la loi du 12 janvier 1933 (article

1.029 du Code de procédure civile) celles apportées par le nouvel article 173. Mais aucun rectificatif n'a été ultérieurement publié.

Il est malaisé de savoir si l'irrégularité a nui aux intérêts de la partie adverse. Dans certains cas, on pourrait même soutenir que cette condition se trouve exclue par « l'inexistence de l'acte ». (*Hebraud. La réforme de la procédure. — Revue Critique* 1936. N^{os} 22 et 34.)

En réalité, le critérium, comme l'a fort bien démontré M. André Breton (*Dalloz hebdomadaire*, 1936. — *Chroniques*, page 47) c'est que « la nullité ne doit être admise que si l'adversaire a été privé en totalité ou pour partie de la possibilité « de faire valoir sa prétention », et la jurisprudence confirme cette claire interprétation (*Sur le refus d'admettre la nullité. — Cassation Chambre civile*, 9 avril 1935. — *Sirey*, 1935.1.168. — *Paris*, 12 mars 1935. — *Sirey*, 1936.2.19. — *Sur l'admission de la nullité : Amiens, Tribunal civil*, 9 mai 1933. — *Sirey*, 1934.2.59. — *Pau*, 10 décembre 1934 au *Dalloz hebdomadaire*, 1935, page 141).

Bien entendu, les dispositions de l'article 173 du Code de procédure civile ne concernent que les nullités de forme et sont étrangères aux nullités de fond, telles que les nullités résultant du défaut de qualité de la personne assignée, par exemple (*Paris*, 18 janvier 1938. — *Gazette des Tribunaux*, 10 février 1938).

Une intéressante application de ces principes a été soulevée lorsqu'il s'est agi de déterminer la notion d'ordre public au regard d'une nullité de forme, en matière d'Assurances sociales. En effet, l'article 25, paragraphe 3 du décret-loi du

28 octobre 1935, imposait à tout assuré social, victime d'un accident imputable à un tiers, l'obligation d'indiquer à peine de nullité sa *qualité d'assuré social* dans l'exploit introductif d'instance. Un arrêt de la Cour d'appel d'Orléans, en date du 19 avril 1937 (*Gazette du Palais*, 1937.2.266) a décidé que cette prescription n'avait pas le caractère d'une nullité d'ordre public, puisque cette mesure était édictée dans l'intérêt privé des Caisses d'Assurances sociales.

Les cours de Grenoble (24 décembre 1936. — *Gazette du Palais*, 1937.1.416) et de Paris (15 février 1937. — *Gazette du Palais*, 1937.1.946) se sont prononcées pour la nullité basée sur l'ordre public lorsque l'assuré social n'a pas indiqué sa qualité en introduisant l'instance. Par contre, le Tribunal correctionnel de Bar-le-Duc (3 mars 1937. — *Gazette du Palais*, 1937.1.944) et la Cour d'appel d'Orléans (arrêt du 19 avril 1937 rapporté ci-dessus) ont adopté la solution contraire.

Il semblerait pourtant qu'une meilleure compréhension du texte même de l'article 25 du décret-loi du 28 octobre 1935, devrait éviter l'annulation des instances engagées par de malheureuses victimes, puisque, en définitive, cette annulation prive à la fois le demandeur de la réparation d'un préjudice certain, et prive également la Caisse d'Assurances sociales de la somme d'argent qu'elle a avancée à son assuré, et qui doit être prise ultérieurement sur le montant de la condamnation.

Le nouveau texte de l'article 173 du Code de procédure civile doit-il être appliqué à la *procédure de divorce* ?

En effet, l'article 247 du Code civil déclare nulle la citation en conciliation qui n'a pas été donnée à trois jours francs, outre les délais de distance. Mais, si le défendeur fait

défaut, la nullité de la citation devrait, aux termes de l'article 173 nouveau, n'être retenue que s'il a été démontré que cette irrégularité a nui aux intérêts du défendeur. C'est ce qu'a décidé la Cour d'appel de Bordeaux (*Chambre temporaire*) par un arrêt en date du 11 janvier 1939 (*rapporté à la Gazette du Palais*, 1^{er} mars 1939) édictant que le défendeur défaillant ne saurait se voir opposer les nouvelles dispositions de l'article 173 du Code de procédure civile, à condition toutefois qu'il justifiât d'un intérêt évident à être présent à la tentative de conciliation. En effet, il peut tenter, au cours d'une comparution personnelle, de démontrer l'inanité des griefs allégués par son épouse, et obtenir de celle-ci l'abandon définitif de l'instance.

Formes des exceptions de nullité.

Le deuxième alinéa du nouvel article 173 du Code de procédure civile précise le moment auquel doivent être proposées les exceptions :

Les nullités de forme doivent être proposées avant toute défense au fond. (*Paris*, 23 novembre 1937. — *Gazette des Tribunaux*, 2 juin 1938.) C'est la première des conditions requises par l'article 173 dont les dispositions ne concernent que des nullités de forme, et sont par conséquent étrangères aux nullités de fond ou nullités intrinsèques. (*Voir Dalloz hebdomadaire*, 1935. *Chroniques*, page 45.) La Cour de Cassation (*Chambre des requêtes*, 9 novembre 1938. — *Gazette du Palais*, 1939.1.26) a décidé que la sommation de payer ou de délaisser, délivrée au tiers détenteur, ne peut agir utilement

contre lui que si elle a été précédée ou accompagnée d'un commandement au débiteur originaire. Ce commandement apparaît ainsi comme condition de validité de la sommation, qui est nulle si elle a été délivrée *antérieurement* au commandement. La Cour Suprême ajoute que cette nullité de forme doit être opposée *avant* toute défense au fond, et qu'elle doit être admise comme offrant un intérêt pour le tiers détenteur, si sans elle, celui-ci eut encouru la forclusion et n'eut pu valablement purger les hypothèques.

Les articles 156 et 158 nouveaux du Code de procédure civile précisent, ainsi que nous l'avons vu au chapitre précédent, que la signification du jugement de défaut doit, à peine de *nullité*, faire mention, en caractères très apparents, du délai d'opposition, de sorte que si cette signification ne contenait pas cette indication, elle ne ferait pas courir le délai d'opposition. (*Seine*, 13 février 1937. — *Gazette du Palais*, 1937.1.655.) Il s'agit donc d'une question d'ordre public supérieure aux intérêts privés.

Ordre de présentation des exceptions de nullité.

Le troisième paragraphe de l'article 173 du Code de procédure civile édicte, afin d'éviter toute manœuvre d'attribution, que tous les moyens de nullité contre un acte doivent être proposés *conjointement*. Et il semble curieux de noter qu'ainsi, le législateur de 1935 ne fait que rejoindre l'esprit des premiers rédacteurs du Code de procédure civile, puisque l'un d'eux s'exprimait déjà en ces termes le 4 avril 1806 en défendant son œuvre : « On n'a négligé aucune précaution

« pour s'assurer que le temps ne sera pas consumé; que les « procédures ne seront pas grossies par des *prétentions successives d'exceptions* qui doivent toujours être proposées « ensemble, quand il est possible de le faire. » (*Exposé des motifs des livres I et II de la première partie du projet de Code de procédure civile, présentés au Corps législatif par M. Treilhard, Conseiller d'Etat.*)

§ IV. — *Des exceptions dilatoires.*

Il a été jugé par la Cour de Cassation (*Chambre civile*, 29 mars 1939. — *Gazette du Palais*, feuille du 12 mai 1939) que si l'action *en garantie* doit être portée devant le Tribunal où la demande originaire est pendante, conformément à l'article 59 du Code de procédure civile, il en est différemment lorsque cette action instaure un débat qui, *ratione materiae*, n'est pas de la compétence du Tribunal saisi de la demande principale; et qu'en conséquence, les parties doivent alors être renvoyées devant la juridiction compétente pour en connaître; c'est ainsi que le garant traduit devant le Tribunal de Commerce alors qu'il eut dû l'être devant le Tribunal civil, sera renvoyé devant ledit Tribunal conformément à l'article 181 du Code de procédure civile. (*Cassation Chambre civile*, 30 juin 1938. — *Dalloz hebdomadaire*, 1938.467.)

§ V. — *De la communication de pièces.*

L'exception de communication de pièces tendant à ce qu'il soit refusé audience aux demandeurs, est irrecevable dès lors

que les observations développées à la barre du Tribunal n'ont apporté aucune pièce inattendue ou inconnue, les éléments de la cause ayant été révélés et discutés à l'occasion d'une action pénale en cours. (*Tribunal civil de la Seine*, 8 juillet 1937. — *Gazette des Tribunaux*, 1^{er} mars 1938.)

SECTION II.

Les fins de non recevoir.

Les fins de non recevoir, que l'on a appelées aussi exceptions péremptoires de fond, tendent à anéantir non seulement la demande ou l'instance, mais le droit même en vertu duquel on l'exerce, sans que le demandeur soit admis à prouver le fondement de sa prétention; ainsi la fin de non recevoir tirée de l'inconduite notoire de la mère, pendant la période légale de la conception, est une exception péremptoire de fond, ayant pour but et pour résultat d'anéantir non seulement l'instance, mais aussi le droit en vertu duquel l'instance est exercée. (*Riom, Première Chambre*, 21 février 1939. — *Gazette des Tribunaux*, 25 mars 1939.)

L'article 192 du Code de procédure civile, modifié par le décret-loi du 30 octobre 1935, ne différencie point les fins de non recevoir des exceptions, mais nous indique qu'elles doivent être proposées avant les conclusions « au fond ». MM. Glasson, Tissier et Morel (*Traité de Procédure civile*, 3^e édition, tome V, N° 227, page 486) ont, très justement, critiqué cette terminologie, et font remarquer que « le texte n'a pas pris soin de définir les fins de non recevoir ». Ce qui a

contribué à donner lieu à de nombreuses controverses doctrinales, rapportées par M. Vanlaer dans son important ouvrage sur le décret-loi du 30 octobre 1935 (*Tome I, pages 227 et suivantes*).

Pour M. le Professeur Japiot (*Traité de Procédure civile*, N° 88) à l'opinion duquel nous nous rangeons, « il n'y a guère là qu'une opinion prudente et vulgaire, sans signification technique, ne désignant pas une troisième catégorie de moyens à ajouter aux deux autres (exceptions et défenses au fond)... » de sorte que « la jurisprudence... ne prendra pas ce fait pour une réforme de fond ». Ne serait-il pas regrettable que les Tribunaux partent d'une base aussi inconsistante, et suivent l'avis d'autres commentateurs (Hébraud, *loco citato*, N° 25) pour s'autoriser à modifier le droit antérieur ? D'ailleurs, nous n'avons pas encore trouvé de solution jurisprudentielle déterminant les modes d'application retenus par les Tribunaux au regard de cette controverse, qui nous semble de peu d'importance pratique.

Le même article 192 édicte que les fins de non recevoir doivent être opposées avant toute défense au fond, et simultanément avec les autres exceptions. Cependant, dans l'espèce précitée (*Riom, Première Chambre, 21 février 1939*) il a été jugé que les dispositions de la loi relative à la recherche de paternité sont d'ordre public, et qu'elles peuvent être invoquées à tout moment. Cette dérogation semble isolée.

Aucune condition de forme n'est nécessaire pour renoncer à une fin de non recevoir : cette renonciation découle de toute circonstance qui manifeste une volonté certaine

d'abandon. (*Cassation. Requêtes*, 23 avril 1928. — *Dalloz hebdomadaire*, 1928.302.)

Une heureuse modification, spécialement apportée à l'article 464 du Code de procédure civile mais s'appliquant *a fortiori* aux litiges en première instance, a donné une solution pratique à la question de la recevabilité des demandes nouvelles. Le décret-loi du 30 octobre 1935 a décidé que « ne pourra être considérée comme *nouvelle* la demande procédant directement de la demande originaire et tendant aux mêmes fins, bien que se fondant sur des causes ou motifs différents ».

Dans un intéressant article paru dans les *Lois Nouvelles* (1936. 1^{re} partie, page 281), M. le Conseiller Goyet expliquait ainsi les motifs de cette utile adjonction :

« Les rédacteurs du décret du 30 octobre 1935 ont voulu
« empêcher que le demandeur, mal renseigné sur la cause
« juridique de son action, et susceptible de faire triompher
« ses prétentions, ne fut obligé de recommencer un procès.
« Aussi, sans modifier le texte de l'article 464, le décret y
« ajoute-t-il un troisième alinéa. Ce troisième alinéa ne
« concerne que la *cause* de la demande; il ne s'applique pas
« au cas où l'*objet* de la demande est différent. Alors même
« qu'en appel une partie invoquerait une cause différente
« de celle dont elle se serait prévaluée en première ins-
« tance, sa demande ne serait pas considérée comme irre-
« cevable. »

C'est ce qui a été admis par la Cour d'appel de Paris (*Paris. Troisième Chambre*, 10 février 1938. — *Gazette du Palais*, 1938.1.494.) statuant en qualité de juridiction d'ap-

pel du Tribunal de Commerce de la Seine : une partie qui, en première instance, a invoqué à tort, pour être payée par préférence aux créanciers chirographaires, un privilège spécial, est recevable à se prévaloir, pour la première fois devant la Cour, d'un privilège différent par sa nature seulement.

D'autres Cours d'appels avaient déjà interprété dans le même sens l'article 464 du Code de procédure civile : Lyon, 16 novembre 1936 (*au Moniteur judiciaire de Lyon*, 8 juin 1937, et *au Recueil Sirey*, 1937.2.61) et Douai, 21 janvier 1937 (*rapporté au recueil de Douai*, 1937.143).

Suivant encore ce principe, il vient d'être décidé par la Cour de Cassation (*Chambre civile*, 2 novembre 1938. — *Gazette du Palais*, 1939.1.65) qu'une demande « tendant « à faire fixer par la Cour d'appel le tracé suivant lequel « devra être établie l'assiette d'une servitude de passage, « dont l'existence n'est pas contestée, est, subsidiairement « mais nécessairement comprise dans celle tendant à en « faire fixer l'assiette suivant un tracé déterminé ».

Par contre, le moyen ne sera plus nouveau, par exemple, lorsque la partie saisie avait, en première instance, demandé la nullité d'une renonciation à communauté, faite en son nom par son tuteur, sans qu'elle eût été représentée par son subrogé-tuteur, et soutenait devant la Cour que cette renonciation était frauduleuse.

Un arrêt de la Cour de Cassation (*Chambre des requêtes*, 13 juillet 1938. — *Gazette du Palais*, 24 novembre 1938) a jugé que les moyens pris du dol et de la fraude qui tendaient à la nullité de la renonciation étaient déjà en germe

dans la demande originelle, en conséquence, ils ne tombaient pas sous la prohibition des articles 464 et 732 du Code de procédure civile.

C'est pour se conformer à la même notion que la Cour de Limoges, par arrêt en date du 14 décembre 1936 (*Revue de Procédure*, fiche 3.433) a décidé que le plaideur qui, après avoir revendiqué devant les premiers juges la propriété d'un immeuble, se borne à réclamer en appel une servitude sur cet immeuble, formule une *demande nouvelle*, et comme telle, irrecevable.

La jurisprudence est unanime à reconnaître ce nouveau critère (*Nombreuses décisions à la Gazette du Palais*, 1936.2.925. — 1937.1.83. — 1938.1.704. — 1939.1.65).

SECTION III.

La récusation et la péremption

Le décret-loi du 30 octobre 1935 modifiant le Code de procédure civile, a élevé l'amende qui doit être prononcée contre celui dont la *récusation* a été déclarée non admissible ou non recevable. Désormais, l'amende est de 100 à 2.000 francs, aux termes du nouvel article 390 du Code de procédure civile. Pour la jurisprudence, cet article ne s'applique pas aux cas où la récusation est dirigée contre un Juge de Paix. Par contre, la partie qui succombe sur son action en récusation de juges est passible d'autant d'amendes qu'il y a eu de juges distinctement récusés. (*Dalloz périodique*, 1903.5.633.)

L'article 8 du décret-loi du 30 octobre 1935 a introduit la péremption d'instance dans la procédure du recours en cassation « trois ans après la date de l'arrêt d'admission, « si le demandeur n'a pas fait, dans ce délai, le dépôt dudit « arrêt au Greffe ».

MM. Glasson, Tissier et Morel estiment que cette péremption « peut être prononcée d'office ». (*Traité de Procédure civile*, 3^e édition. Tome V. N° 975.) Nous n'avons trouvé aucune décision de jurisprudence concernant cette modification apportée à la procédure du recours en cassation.

La Cour de Cassation (Chambre civile) par un arrêt du 31 mai 1938 (*Gazette du Palais*, 1938.2.233) a décidé que la péremption d'instance était couverte par tout acte régulier en la forme, qu'il s'agisse d'une assignation en reprise d'instance ou de tout autre acte équipollent. Dans l'espèce soumise à son contrôle, l'interruption de la péremption résultait d'un acte de procédure qui manifestait la volonté de continuer contre les héritiers, les poursuites engagées contre leur auteur, et qui, sans être tout à fait régulier en sa forme, avait une portée équivalente à celle d'une reprise d'instance.

CHAPITRE IV

La procédure d'appel

Ce chapitre sera divisé en trois sections, suivant qu'il s'agit de l'appel des sentences de Justice de Paix, des jugements des Tribunaux de première instance, ou des décisions des Conseils des Prud'hommes.

SECTION I.

De l'appel des sentences de Justice de Paix.

La règle établie par l'article 456 du Code de procédure civile modifié par le décret-loi du 30 octobre 1935, selon laquelle l'avoué de l'appelant doit, à peine de déchéance de l'appel, déclarer celui-ci au Greffe dans les quinze jours de sa signification, s'applique-t-elle à l'appel des décisions prononcées en Justice de Paix, comme à celui des jugements rendus par les Tribunaux de Première instance ? Nous avons trouvé sur cette question controversée quelques décisions intéressantes.

La plupart des Tribunaux paraissent admettre que le défaut de déclaration au Greffe entraîne la déchéance de la

procédure. Ainsi en a jugé le Tribunal civil de Pau, dès le 9 juillet 1937. (*Revue de Procédure*, fiche 513. 2^e espèce.) Les intimés concluaient à l'irrecevabilité de l'appel pour inobservation des formes, faute par les appelants de n'avoir pas déclaré leur acte au Greffe dans les quinze jours de sa signification. Par contre, les appelants prétendaient que les règles nouvelles du décret-loi du 30 octobre 1935 n'étaient pas applicables aux jugements de Justice de Paix, étant donnée la place occupée par l'article 456 dans le Code de procédure civile. Les juges de Pau ont fait remarquer que les dispositions de droit commun doivent être suivies pour l'appel des jugements de paix, quand la loi du 25 mai 1938 n'oppose pas une solution contraire, ce qui n'est pas le cas dans l'espèce puisque l'article 13 de cette loi n'apporte une modification au droit commun qu'en ce qui concerne le délai d'appel. Un second argument de texte a été mis en valeur par les mêmes juges : le terme de « juridiction d'appel » employé par le législateur, révélerait l'intention de ce dernier d'en généraliser l'application à toutes les juridictions.

Etendant ces principes jusqu'à leurs conséquences, le Tribunal civil de Nantes statuant comme juridiction d'appel le 7 décembre 1937 (*Dalloz hebdomadaire*, 1938. Page 111. — *Revue de Procédure*, fiche 596. 1^{re} espèce. — *Gazette du Palais*, 1938.1.349) a décidé que « l'article 456 nouveau du « Code de procédure civile n'a pas édicté une nullité pouvant être couverte par la discussion au fond ou déclarée « non recevable par application des articles 173 et 192 « même Code, mais une véritable déchéance du droit d'ap-

« pel que le juge doit prononcer même d'office, si la partie « ne s'en prévaut pas ». Nous avons vu en effet, au chapitre précédent, que la jurisprudence avait fait depuis la réforme de la procédure civile sur le terrain de l'article 82 nouveau, une distinction entre les nullités qui ne touchent pas l'intérêt privé des parties, et celles qui touchent à l'ordre public. La sanction des règles relatives à la formalité de la déclaration de l'appel consiste dans une déchéance à laquelle il ne peut être suppléé. (*Voir Amiens, 10 décembre 1937. — Jurisclasseur périodique. « Appel », fiche 556.*) Il ne s'agit pas dans ce cas d'une nullité, mais d'une véritable déchéance se rattachant à l'ordre public, et par conséquent pouvant être soulevé d'office par le juge (*Paris, Deuxième Chambre, 29 avril 1937. — Gazette du Palais, 1937.2.250*).

Les Tribunaux ont été appelés également à trancher une difficulté résultant de l'application des nouveaux articles 154 et 154 *bis* du Code de procédure civile. On a prétendu que ces articles ne concernent que le défaut du demandeur dans les affaires où le Tribunal statue comme juridiction du premier degré, et non dans le cas où il statue comme juge d'appel ; que la juridiction d'appel, « lorsque l'intimé « poursuit l'audience sur avenir en cas de défaillance de « l'appelant, ne doit pas statuer de suite mais renvoyer « l'affaire à une audience ultérieure ». Les juges de Sedan (*14 décembre 1937. — Gazette du Palais, 1938.1.133. — Revue de Procédure, fiche 556*) ont considéré que les dispositions du livre III constituent le droit commun en matière d'appel, et doivent être appliquées à l'appel des jugements de Justice de Paix ; que l'on devait donc appliquer

l'article 462 et non l'article 154 du Code de procédure civile.

Divers autres jugements (*Douai*, 21 décembre 1937. — *Recueil de Douai*, 1938.273. — *Lille*, 22 décembre 1937. — *Revue de Procédure*, fiche 596. — *Philippeville*, 10 février 1938. — *Revue de Procédure*, fiche 800. — *Bordeaux*, Quatrième Chambre, 2 novembre 1938. — *Dalloz hebdomadaire*, 1939.29) ont tous admis que l'absence de déclaration de l'appel au Greffe, entraînait la déchéance de la procédure.

Telle n'est pas l'opinion du Tribunal civil de Bar-le-Duc qui, le 29 décembre 1936 (*Gazette du Palais*, 1937.1.376) a décidé que les prescriptions du nouvel article 456 sont étrangères à la matière des appels de paix.

A l'appui de cette affirmation, ce Tribunal fait remarquer que ce texte est placé au livre III du Code de procédure civile, qui a pour titre « Des Tribunaux d'Appel » auquel le Sénatus-Consulte du 28 floréal, an 12, a donné le nom de « Cours », tandis que les règles de forme devant les Tribunaux civils de première instance et de commerce sont contenues au livre II intitulé « Des Tribunaux inférieurs », et qu'elles n'ont pas été modifiées par le décret-loi du 30 octobre 1935.

D'autres arguments dans le même sens ont été présentés par le Tribunal civil de Calvi dans un jugement rendu le 8 novembre 1937 (*Revue de Procédure*, fiche 513. 1^{re} espèce. — *Gazette du Palais*, 1938.1.13) motif pris que « l'acte d'appel d'un jugement de Justice de Paix est soumis aux « règles de forme des articles 61 et 68, et ces formes sont

« suffisantes pour remplir la destination essentielle de cet acte ».

Un jugement du Tribunal civil de Draguignan en date du 3 juin 1938 (*Dalloz hebdomadaire*, 1938.559) a statué dans le même sens.

La thèse présentée par les partisans de la déchéance au cas de non déclaration de l'appel au Greffe, nous paraît plus conforme à l'esprit du décret-loi du 30 octobre 1935, et nous pensons que c'est par suite d'une omission du législateur qu'une modification expresse n'a pas été apportée au texte visant la Justice de Paix.

La Cour de Cassation ne s'est pas prononcée jusqu'ici sur la question. Il paraît donc prudent, en tout état de cause, de déclarer au Greffe, dans les quinze jours de sa date, tout appel d'une instance de Justice de Paix.

SECTION II.

De l'appel d'un jugement du Tribunal de première instance

§ I. — *Des formes de l'appel.*

Nous retrouvons ici, bien entendu, l'article 456 nouveau du Code de procédure civile. En conséquence, est déclaré irrecevable, quoique formé dans le délai, l'appel qui n'a pas été déclaré au Greffe dans les 15 jours de sa signification (*Lyon, Deuxième Chambre*, 8 février 1937. — *Revue*

de Procédure, fiche 448.3. — Douai, 10 mars 1938. — *Recueil de Douai*, 1938.276).

L'article 462, alinéa 2, du Code de procédure civile, modifié par l'article 5 du décret du 30 octobre 1935 est ainsi conçu :

« Si, à la suite d'un appel de la cause sur avenir, l'appelant n'a pas conclu, la Cour au deuxième appel également sur avenir, peut rendre un appel de défaut au fond. « Cet appel est réputé contradictoire. »

Un arrêt de la Cour d'appel de Montpellier, Deuxième chambre, en date du 28 juillet 1938 (*Revue de Procédure* V^e Appel-fiche 939) a déjoué la manœuvre dilatoire d'un appelant ayant présenté requête pour obtenir l'ordonnance lui permettant d'assigner à jour fixe, et devant une Chambre déterminée. Après avoir assigné l'intimé pour cette date, il s'était permis, à l'appel de la cause, de ne pas conclure, et avait réclamé un renvoi à une date indéterminée, mais postérieure à la signification par l'intimé de deux avenirs successifs. A juste titre, la Cour a décidé qu'en invoquant l'urgence pour obtenir fixation de l'affaire à une audience déterminée et y plaider, « l'appelant a nécessairement dû penser l'intimé qui s'y présente du double avenir qu'il eût été obligé de signifier, pour aboutir à un arrêt réputé contradictoire ».

Le décret-loi du 30 octobre 1935 n'a pas modifié une règle unanimement admise par la jurisprudence, à savoir que la signification ne fait courir le délai qu'au regard de la partie qui la reçoit, mais aux termes du nouvel article 446, il a rendu inutile la contre-signification qui était au-

paravant nécessaire pour faire jouer le délai d'appel, contre celui qui avait lui-même signifié. On ne peut qu'approuver cette réduction de frais de procédure. (*Lyon, Deuxième Chambre*, 19 avril 1937. — *Revue de Procédure*, fiche 513. 3^e espèce. — *Cassation civile*, 27 juillet 1937. — *Sirey*, 1937. 1.296.)

Bien entendu, tant qu'une signification régulière n'a pas été délivrée, l'appel est possible pendant 30 ans.

§ II. — Conditions.

L'une des plus importantes questions soulevées par l'application du décret-loi du 30 octobre 1935 a été celle de la *rétroactivité*, et c'est à propos des délais d'appel que la controverse a été la plus vive. Une loi du 4 janvier 1939 a terminé, d'une façon très discutable d'ailleurs, le débat instauré par la jurisprudence. Nous allons donc étudier le problème en deux parties : avant la loi du 4 janvier 1939, et après cette loi.

A. — Avant la loi du 4 janvier 1939.

L'article 5 du décret-loi du 30 octobre 1935 est venu modifier l'article 443 du Code de procédure civile, en ramenant le délai pour interjeter appel à *un mois* franc, sans augmentation des délais de distance pour la France continentale. (*Dal-loz périodique*, 1935.4.422.)

L'article 10 du même décret a décidé « le présent décret « entrera en vigueur le 1^{er} décembre 1935, et s'appliquera à

« tous les procès qui seront intentés depuis cette époque ». Cet arrangement transitoire comporte une véritable disposition de fond relative à la non-rétroactivité du décret. L'intention du législateur a été nettement définie par une circulaire du Ministre de la Justice du 30 novembre 1935, parue au *Bulletin Officiel* du Ministère de la Justice : « Les dispositions de « l'article 10 sont très nettes... dans la pensée du rédacteur « elles n'étaient susceptibles de prêter à aucune discussion. »

Mais cette réforme qui, en théorie du moins, paraissait si nette, vint se heurter aux exigences de la pratique. Fallait-il, pour toutes les formalités nouvelles, se conformer au décret-loi dès le 1^{er} décembre 1935 ? En particulier, en ce qui concerne les appels relevés par les parties postérieurement au 1^{er} décembre 1935, était-il nécessaire d'observer le nouveau délai d'un *mois franc* créé par le décret, ou bien pouvait-on prétendre bénéficier du délai de *deux mois* organisé par l'ancien Code de procédure civile ? Les deux opinions ont été défendues avec énergie par les Cours et Tribunaux.

Le point de départ de la discussion est celui-ci : à partir de quelle date l'appelant éventuel devra-t-il être déclaré for-clos ? En d'autres termes quel est l'acte de procédure qui déclenchera le nouveau délai d'appel, délai réduit à un mois par le décret-loi ?

Trois systèmes peuvent être conçus :

Dans le premier système, le délai d'appel ne court qu'à partir de la *signification du jugement*. Si cet acte matériel de publicité est antérieur au 1^{er} décembre 1935, l'appel suivra l'ancien régime et pourra, par conséquent, être intenté dans les deux mois de ladite signification. Si, au contraire, la signi-

fication est postérieure au 1^{er} décembre, il faudra appliquer le délai d'un mois aux termes duquel l'appel sera forclos. Dans ce système, il faut donc obligatoirement que l'assignation, le jugement et sa signification, soient tous trois antérieurs au 1^{er} décembre 1935. Ce système nous paraît inadmissible parce qu'il laisserait le gagnant du procès en première instance maître de la situation, en lui permettant de retarder le moment de la signification, pour bénéficier d'un délai plus court instauré par la nouvelle législation.

Un second système considère uniquement la *date du jugement*, en se basant sur les principes généralement suivis en matière de non-rétroactivité (Roubier. *Des conflits de lois dans le temps*. Tome II. Page 730. Note 1). Si donc la date du jugement est antérieure au 1^{er} décembre 1935, la partie décidée à porter appel bénéficiera pour ce faire du délai de deux mois. Si, au contraire, le jugement rendu par le Tribunal de première instance est postérieur au 1^{er} décembre 1935, ce délai sera réduit à un mois. Il faut donc, pour que l'appelant bénéficie du délai le plus favorable, que l'assignation et le jugement soient antérieurs au 1^{er} décembre 1935, la signification et l'appel pouvant être postérieurs. M. Henri Lalou, dans une longue note parue au *Dalloz périodique* 1937.1.62, sous un arrêt de la Chambre des requêtes du 29 mai 1937, ainsi que M. le Professeur Paul Hebraud (*De l'application du décret-loi du 30 octobre 1935 aux appels formés postérieurement au 1^{er} décembre 1935*. — *Dissertation, fiche 31, Jaune des Jurisclasseurs périodiques*) estiment que ce système est le seul qui puisse être considéré comme juridiquement admissible.

Un troisième et dernier système retient comme base de dé-

part la date de *l'exploit introductif d'instance* : seules les assignations lancées après le 1^{er} décembre 1935, permettraient l'application du délai d'un mois pour porter appel, après signification du jugement. Dans cette théorie, l'appel ne serait qu'une phase du procès, une simple étape; d'ailleurs, dans le langage courant, l'expression « introduire une instance » s'applique exclusivement aux débats en première instance, jamais en matière d'appel.

Ces trois systèmes étant exposés, examinons maintenant quelles furent les solutions pratiques préconisées par la jurisprudence, antérieurement à la loi du 4 janvier 1939.

a) La tendance que nous venons d'analyser en dernier lieu est mise en lumière par un arrêt de la Cour de Toulouse, en date du 26 décembre 1936, et par un arrêt de la Cour d'Angers du 12 janvier 1937 (*rapportés au Sirey* 1937.2.38) lesquels admettent que l'instance en appel est la continuation de l'instance au premier degré de juridiction. Les deux procédures ne peuvent être disjointes et forment un tout indissoluble. Partant, l'appel n'est qu'une suite possible, une conséquence éventuelle de la première instance engagée. Le délai d'appel d'un mois doit être appliqué exclusivement dans le cas où les premiers juges ont été saisis depuis le 1^{er} décembre 1935, puisque c'est le début du litige, donc l'assignation, qui est en même temps le premier acte du procès.

Si l'on soutenait que la procédure d'appel instaure une instance nouvelle, ce serait alors l'exploit d'appel qui constituerait le premier acte de cette instance. Mais il semble irrationnel, et même impossible, qu'un acte susceptible d'être

anéanti par la forclusion puisse lui-même constituer le point de départ de cette forclusion. Au surplus, la Cour de Cassation n'a-t-elle pas formellement déclaré que les deux instances ne font qu'un seul et même procès ? (*Cassation Chambre civile*, 30 mars 1925. — *Sirey*, 1926.1.69). L'avis du Conseil d'Etat du 16 juin 1807 (*premier volume des Lois annotées de Sirey. Page 742*) interprétait, il est vrai, en sens contraire, l'article 1041 du Code de procédure civile (qui édictait que le Code de procédure s'appliquerait « aux procès intentés » depuis le 1^{er} janvier 1807), dont les termes sont identiques à ceux de l'article 10 du décret-loi du 30 octobre 1935. Mais cet avis ne saurait apporter un argument décisif, car l'article 1041 du Code de procédure civile envisage l'instruction des procès et non la durée du délai d'appel, ce qui est bien différent.

En conséquence, lorsque l'assignation a été délivrée avant le 1^{er} décembre 1935, l'appel peut être interjeté dans les *deux mois* de la signification du jugement.

Une très importante jurisprudence s'est prononcée en faveur de ce délai :

Nîmes. 22 octobre 1936. *Jurisclassseurs Périodiques* « appel », 33.

Douai. 10 novembre 1936. *Jurisclassseurs Périodiques* « appel », 89.

Lyon. 30 novembre 1936. *Gazette du Palais*, 1937.1.146.

Bordeaux. 2^e Chambre. 2 février 1937. *Revue de Procédure*. Fiche 176.2.

Colmar. 2^e Chambre. 13 février 1937. *Dalloz périodique*, 1937.2.66. Première espèce.

Paris. 2^e Chambre. 10 mars 1937. *Dalloz périodique*, 1937.2.66. 3^e espèce.

Paris. 2^e Chambre. 10 mars 1937. *Revue de Procédure*. Fiche 263.3.

Paris. 2^e chambre. 10 mars 1937. *Sirey*, 1937.2.140.

Riom. 2^e Chambre. 25 mars 1937. *Dalloz périodique*, 1937.2.66. 5^e espèce.

Riom. 2^e Chambre. 25 mars 1937. *Revue de Procédure*. Fiche 263. 5^e espèce.

Pau. 1^{re} Chambre. 10 mai 1937. *Revue de Procédure*. Fiche 395. 2^e espèce.

Paris. 24 mai 1937. *Sirey*, 1937.2.180.

Paris. 1^{re} Chambre. 24 mai 1937. *Revue de Procédure*. Fiche 263. 6^e espèce.

Paris. 7^e Chambre. 8 juillet 1937. *Dalloz périodique*, 1937.2.66. 10^e espèce.

Agen. 1^{re} Chambre. 19 juillet 1937. *Revue de Procédure*. Fiche 448.11. 1^{re} espèce.

Paris. 14^e Chambre. 23 juillet 1937. *Dalloz périodique*, 1937.2.66. 11^e espèce.

b) Toute autre, antithétique même, est l'opinion soutenue par certains Tribunaux et certaines Cours. Les magistrats qui y siégeaient sont partis de ce principe que la procédure devant le second degré de juridiction n'est pas la suite logique de la procédure devant le Tribunal de première instance, mais forme un tout en elle-même, et constitue donc une instance nouvelle (Voir en ce sens *Glasson, Tissier et Morel, loco citato*. Tome V. N° 6 bis. Page 428).

Par voie de conséquence, ces juges ont considéré que la première instance est close au moment du prononcé du jugement. Le plaideur qui en bénéficie possède ainsi un droit acquis.

L'appelant au contraire, pour lancer son acte d'appel postérieurement au 1^{er} décembre 1935, ne peut invoquer un droit acquis puisqu'il s'agit d'une simple expectative : il est donc assujéti aux nouvelles modifications du Code de procédure civile — modifications imposées depuis le 1^{er} décembre 1935 — Les partisans de cette thèse soutiennent que la circulaire ministérielle de M. le Garde des Sceaux, du 30 novembre 1935 précitée (*Gazette du Palais*, 1935.2.1319. — *Dalloz périodique*, 1935.4.423) a seulement la valeur d'une opinion qui n'oblige aucunement les Tribunaux à la suivre. (*Dalloz, répertoire pratique*, V^o, « Lois et décrets », N^o 66.)

En conséquence, pour faire jouer le nouveau délai d'un mois, il suffit — sans avoir à tenir compte de la date de l'exploit introductif de la première instance — que la signification du jugement soit *postérieure* au 30 novembre 1935, et, comme corollaire, la Cour d'appel peut statuer sur le fond, par un arrêt réputé contradictoire, dans tous les cas où l'appel a été interjeté depuis le 1^{er} décembre 1935, cet appel constituant « un procès nouveau » conformément aux principes de l'effet dévolutif de l'appel (*Paris*, 2^e Chambre, 20 mai 1936. — *Gazette du Palais*, 1936.2.258. — *Gazette des Tribunaux*, 30 juin 1936. — *Revue de Procédure*, fiche 33, 1^{re} espèce). En même temps qu'il dessaisit le premier juge, l'appel défère la connaissance entière du litige à un juge supérieur (*Crépon. Traité de l'appel. Tome II. N^o 2.868. — Dalloz, ré-*

pertoire pratique V°, *appel en matière civile*, N° 576, 577, 582).

De nombreux Tribunaux ont admis cette manière de voir :

Douai. 25 juillet 1936. *Revue de Procédure*. Fiche 33. 2° espèce.

Douai. 2° Chambre. 29 octobre 1936. *Revue de Procédure*. Fiche 89. 3° espèce.

Toulouse. 26 décembre 1936. *Dalloz hebdomadaire*, 1937.157.

Toulouse. 26 décembre 1936. *Sirey*, 1937.2.38.

Toulouse. 26 décembre 1936. *Revue de Procédure*. Fiche 89. 4° espèce.

Colmar. 15 janvier 1937. *Dalloz hebdomadaire*, 1937.154.

Colmar. 15 janvier 1937. *Revue de Procédure*. Fiche 176. 1^{re} espèce.

Nancy. 1^{re} Chambre. 3 mars 1937. *Dalloz périodique*, 1937.2.66. 2° espèce.

Nancy. 1^{re} Chambre. 3 mars 1937. *Jurisclasseurs Périodiques* « appel ». Fiche 263. 2° espèce.

Lyon. 1^{re} Chambre. 17 mars 1937. *Dalloz périodique*, 1937.2.66. 4° espèce.

Lyon. 1^{re} Chambre. 17 mars 1937. *Revue de Procédure*. Fiche 263. 4° espèce.

Colmar. 2° section. 14 mai 1937. *Dalloz périodique*, 1937.2.66. 6° espèce.

Nîmes. 1^{re} Chambre. 12 juillet 1937. *Revue de Procédure*. Fiche 448. 2° espèce.

Colmar. 1^{re} Chambre. 9 novembre 1937. *Revue de Procédure*. Fiche 513. 2° espèce.

Paris. 6^e Chambre. 22 juin 1938. *Dalloz hebdomadaire*, 1938.444.

Paris. 6^e Chambre. 22 juin 1938. *Gazette des Tribunaux*, 20 août 1938.

c) Une opinion voisine a été défendue par la Cour d'appel de Caen, et par celle de Riom. La Deuxième Chambre de la Cour d'Appel de Caen, par arrêt du 18 février 1938 (*Dalloz hebdomadaire*, 1938.266. — *Revue de Procédure*, fiche 800.11. 1^{re} esp.) estime que c'est à la date du jugement qu'il faut se placer pour déterminer le point de départ du délai d'appel, et que, par suite, le décret-loi est applicable à l'appel d'un jugement rendu après le 1^{er} décembre 1935. L'espèce qui était soumise à la Cour de Caen était la suivante : l'assignation avait été lancée le 7 mai 1935, le jugement était intervenu le 30 novembre 1936, avait été signifié le 13 janvier 1937. L'acte d'appel n'ayant été formalisé que le 19 mars 1937, la Cour l'a déclaré irrecevable. Pour la Cour de Riom (1^{re} Chambre. 23 février 1938. — *Dalloz hebdomadaire*, 1938.268. — *Revue de Procédure*, fiche 800.11. 2^e espèce) ce n'est pas l'ajournement lui-même, mais le jugement clôturant l'instance du premier degré qui fait naître également le droit d'appel.

La Cour de Cassation prit position dès le début de la controverse, et vint affirmer que par application des règles nouvelles, la date de l'exploit introductif d'instance ne devait pas être retenue car « l'appel interjeté est le point de départ d'un « nouveau procès au sens de l'article 10 du décret-loi précité ».

Cassation requête, 15 décembre 1936. — *Gazette du Palais*, 1937.1.144.

Cassation requête, 10 mai 1937. — *Gazette du Palais*, 1937.2.107.

Cassation requête, 29 mai 1937. — *Gazette du Palais*, 1937.1.959.

Jurisclassseurs Périodiques « Appel » 286. 1^{re} espèce.

Dalloz périodique, 1937.1.61 avec la note de M. le Professeur Lalou.

Sirey, 1937.1.260.

Cassation civile, 12 juillet 1938. — *Gazette du Palais*, 1938.2.336.

Cassation civile, 19 juillet 1938. — *Gazette du Palais*, 1938.2.323.

Revue de Procédure. Fiche 821. 2^e espèce.

Dalloz hebdomadaire, 1938.106.

Cassation requête, 12 décembre 1938.

Gazette du Palais, 1939.1.102.

La Cour de Cassation faisait donc l'application à l'article 10 du décret-loi du 30 octobre 1935, de l'interprétation qui avait été donnée par l'avis du Conseil d'Etat du 16 février 1807 précité, à la disposition analogue de l'article 1041 du Code de procédure civile, afin d'éviter l'inconvénient de retarder la mise en vigueur de la procédure simplifiée du décret-loi.

En réalité, ce qui s'affronte, ce sont les deux conceptions de la liaison ou de la disjonction des procédures devant le Tribunal civil et la juridiction d'appel. C'est en ce dernier sens, le plus juridique pensons-nous, que la Cour de Cassation s'est prononcée.

§ II. — *La loi du 4 janvier 1939.*

La loi du 4 janvier 1939, dans un article unique, interprète et remplace l'article 10 du décret du 30 octobre 1935, en ces termes :

« Le présent décret s'appliquera à tous les procès dont « l'exploit introductif de l'instance est, à l'origine, postérieur « au 1^{er} décembre 1935. »

L'initiative de cette loi est due à M. le Sénateur Gasnier-Duparc, qui avait remarqué qu'un certain nombre de Cours d'appel saisies de litiges dont l'exploit introductif d'instance était antérieur au 1^{er} décembre 1935, mais dont les actes d'appel étaient postérieurs à cette date, avaient omis, préalablement au jugement de ces affaires, la formalité du rapport en audience publique prévue par l'article 82 e nouveau du Code de procédure civile.

Cette omission paraissait devoir entraîner pour les plaideurs de nouvelles lenteurs, puisque les arrêts ainsi rendus étaient susceptibles de cassation, pour inobservation d'une formalité substantielle.

La proposition de loi de M. le Sénateur Gasnier-Duparc fut déposée le 21 janvier 1938, et ne vint en discussion devant le Sénat que le 25 février suivant. Elle fut combattue par M. Boivin-Champeaux; ce fut l'amendement présenté par M. le Sénateur Fourcade qui fut adopté par la Haute Assemblée, et qui constitue le texte de la loi que nous étudions, après avoir été votée sans modifications et sans discussion par la Chambre, le 30 décembre 1938.

Cette loi n'a eu la faveur, ni de la doctrine, ni de la pra-

tique, et a été violemment attaquée, en particulier par M. Jean Ignace, avocat à la Cour de Paris, dans un pertinent article paru à la *Gazette du Palais*, quelques jours à peine après la promulgation de la loi le 13 janvier 1939. Ce critique fait remarquer que le texte est « la consécration législative de l'interprétation la moins juridique, qui avait été donnée de l'article 10 du décret-loi du 30 octobre 1935 » et « l'affirmation que l'interprétation à laquelle s'était ralliée la quasi-unanimité de la doctrine, une grande partie de la jurisprudence, et d'une manière très nette la Cour de Cassation, doit être considérée comme erronée ».

Il y a lieu de remarquer également, que la loi du 4 janvier 1939 sera d'autant plus néfaste que son titre précise : « qu'elle tend à modifier et à interpréter l'article 10 du décret-loi du 30 octobre 1935 ».

Or, le texte interprétatif n'est pas créateur d'un droit nouveau, mais déclaratif du droit antérieur (*Josserand, Cours de droit civil positif français. Tome I. N° 79. Page 50*). Les lois interprétatives ne sont pas à proprement parler des lois nouvelles qui régissent l'avenir, mais en réalité, un subterfuge employé par le législateur pour dissimuler le caractère rétroactif qu'il veut donner à une décision nouvelle. (*Reymond. Des lois d'interprétation, et de leur rétroactivité. Thèse, Paris, 1925. — Colin et Capitant, Cours élémentaire de droit civil français. 8° édition. Tome I. N° 44. Page 53. — Dalloz, répertoire pratique V°, Lois, N° 179. Supplément 1938. N° 179. 2°.*)

En conséquence, la loi du 4 janvier 1939, bien qu'elle vienne expliquer un texte de 1935, devra être appliquée immédiatement à tous les cas ressortissants de cette loi de 1935.

Si l'arrêt contraire à la loi interprétative n'a pas encore acquis l'autorité de la chose jugée, la Cour de Cassation sera donc obligée d'appliquer immédiatement le nouveau texte, et par conséquent, de se déjuger, ce qui est vraiment fâcheux pour une Cour Suprême.

CHAPITRE V

La procédure devant la Cour de Cassation

SECTION I.

Production du mémoire ampliatif

L'article 11 de l'ordonnance du 15 janvier 1826 prévoyait que, si les moyens invoqués à l'appui du pourvoi n'étaient pas développés dans la requête introductive, on devait produire un mémoire ampliatif dans un délai d'un mois pour les affaires urgentes, et de deux mois pour les affaires ordinaires, à dater de leur inscription sur le registre général de la Cour de Cassation. Ces délais pouvaient d'ailleurs être prorogés.

Cette formalité a été modifiée par l'article 7 du décret-loi du 30 octobre 1935 : désormais, lorsque le mémoire ampliatif n'a pas été produit à la Chambre des requêtes dans les six mois à compter du dépôt au Greffe du pourvoi, la déchéance est encourue. Les termes sont formels et ont été consacrés par un arrêt de la Cour de Cassation (*Chambre des requêtes*, 15 décembre 1936 : *Epoux Lance contre/Verneau et Briault*. . . *Revue de Procédure*, fiche 100. 1^{re} espèce.)

Là encore, nous retrouvons la question de la rétroactivité : cette déchéance de six mois est-elle applicable dès lors que le pourvoi est postérieur au 1^{er} décembre 1935, sans qu'on ait à tenir compte de la date à laquelle le procès a été engagé au fond ?

Par un arrêt de la Cour de Cassation (*Chambre des requêtes*) en date du 15 décembre 1936 (*Maréchal contre Bertaud rapporté à la Revue de Procédure, fiche 100. 2^e espèce*), il a été statué que le pourvoi en cassation est considéré comme le point de départ d'une instance nouvelle, et que par conséquent, lorsqu'un pourvoi a été déposé au Greffe le 2 décembre 1935, et que depuis cette date « plus de six mois se sont écoulés, sans qu'aucun mémoire ampliatif ait été produit... » il s'ensuit que la déchéance est encourue ». (*Cassation chambre civile, 27 juillet 1938. — Gazette du Palais, 1938. 2.704.*)

SECTION II.

Incompétence

Aux termes de l'article 170 *bis*, inséré dans le Code de procédure civile, par le décret du 30 octobre 1935, « l'incompétence à raison de la matière ne pourra être invoquée pour le première fois en Cassation que dans les cas suivants :

1^o « Lorsque la loi attribue compétence à une juridiction répressive ou administrative.

2° « Dans les causes de séparation de corps ou de biens, « divorces, questions d'Etat, et généralement dans les instances où l'ordre public est intéressé. »

En vertu de ce texte, la Cour de Cassation devra maintenant rejeter d'office tout nouveau moyen d'incompétence basé sur un intérêt particulier.

Il appartiendra à la Cour Suprême d'apprécier si la cause intéresse ou non l'ordre public; il importe peu que les premiers juges n'aient pas statué sur ce point, ou qu'ils aient déclaré que l'ordre public n'était pas en jeu. (*Voir article de M. le Professeur Japiot dans Les Lois Nouvelles*, 1939.1.85.)

La Cour de Cassation (*Chambre civile*) par un arrêt en date du 27 juillet 1938 (*rapporté à La Gazette du Palais*, 1938.2.704), a décidé que l'objet du litige ne présente pas le caractère d'ordre public lorsque, sur une demande en paiement de salaire soumise au Conseil des Prud'hommes, le patron forme une demande reconventionnelle tendant à la compensation des salaires réclamés par l'employé avec la valeur des marchandises cédées par le patron, puisque cette opération, ne se rattachant qu'indirectement au contrat de louage de service, ne peut être soumise à la juridiction prud'homale.

L'article 416 du Code d'instruction criminelle dispose que le pourvoi contre les jugements ou arrêts préparatoires, d'instruction ou interlocutoires, ne sera reçu qu'après le jugement ou arrêt définitif sur le fond : la Cour de Cassation a donc rejeté comme non recevable et prématuré le pourvoi formé contre un arrêt ayant dire droit, accordant une provision à la victime d'un accident, puisque, dans ce cas, l'instance ci-

vile subsiste seule, bien que l'instance pénale ait été terminée par une condamnation définitive (*Cassation, Chambre criminelle, 3 août 1937. Sirey, 1937.1.396.*)

SECTION III.

Péremption

La loi du 2 juin 1862 instituait la déchéance du pourvoi, si le demandeur en Cassation ne signifiait pas l'arrêt d'admission au défendeur dans un délai de deux mois. Ce qui n'empêchait pas la procédure de demeurer en suspens, lorsque le demandeur, après cette signification, restait inactif.

Cette situation n'est plus possible, depuis que le décret-loi a édicté que « l'instance sera éteinte trois ans après la date « d'admission, si le demandeur n'a pas fait, dans ce délai, « le dépôt dudit arrêt au Greffe ». Mais il faut remarquer que l'effet de cette déchéance n'est pas absolu lorsque la décision attaquée n'a pas été signifiée, dans ce cas, le délai de pourvoi courra jusqu'à l'expiration de la prescription trentenaire, ce qui est une solution moins rigoureuse que pour la péremption en cause d'appel qui, aux termes du nouvel article 469 du Code de procédure civile, « donne au jugement force « de chose jugée, quand même le jugement n'aurait pas été « signifié ».

CHAPITRE VI

De la procédure de saisie immobilière.

Le décret-loi du 17 juin 1938 (*Dalloz périodique*, 1938. 4.340. — *Gazette du Palais*, 1938.2.992) a remanié entièrement le titre XII et le titre XIII du livre cinquième de la première partie du Code de procédure civile, et apporté une nouvelle rédaction aux articles 673 à 717 de ce Code. Ce n'est pas une simple opération de détail, mais la reconstruction d'un ensemble parfaitement homogène, destiné, non seulement à simplifier les formalités de procédure, tout comme les décrets-lois antérieurs, mais encore à donner une nouvelle vigueur aux opérations de crédit hypothécaire gravement compromises par l'octroi trop généreux de moratoires accordés aux débiteurs menacés d'exécution forcée sur leurs biens. Désormais, le mauvais payeur se trouvera aux prises avec une procédure accélérée et dont les frais, par voie de conséquence, diminueront d'importance.

Le nouveau texte s'inspire largement de la procédure réservée au Crédit Foncier de France, par l'ancien décret du 28 février 1852. Le procès-verbal de saisie immobilière est supprimé, ce qui entraîne naturellement sa dénonciation à la partie saisie. C'est le commandement de payer qui est trans-

crit au Bureau des Hypothèques et qui opère saisie par le seul effet de cette formalité. A partir du moment où le commandement est transcrit, toute contestation à laquelle il peut donner lieu devient incontestablement un incident de saisie.

Les grandes lignes de la réforme ont déjà été exposées par de nombreux commentateurs, et nous ne pouvons songer, en un seul chapitre, à en résumer les modalités qui paraissent, fort heureusement, avoir été élaborées par des praticiens. La jurisprudence a tenté de mettre au point quelques détails, et c'est surtout cette interprétation donnée par les tribunaux aux nouveaux textes que nous nous proposons d'étudier en quatre sections : des commandements tendant à la saisie immobilière; de la procédure qui suit la transcription du commandement; des incidents de la saisie immobilière; des voies de recours contre les jugements.

SECTION I.

Des commandements tendant à la saisie immobilière.

L'article 4 du décret-loi du 17 juin 1938, est ainsi conçu :

« Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux procédures immobilières qui sont déjà en cours. Elles s'appliqueront aux procédures qui seront engagées à dater de la promulgation du présent décret. »

Ce texte, à l'instar de l'article 10 du décret du 30 octobre 1935, a été l'objet d'une très vive controverse. Le Tribu-

nal de la Seine, le 10 novembre 1938 (*Gazette du Palais*, 1939.1.13) et, le même jour le Tribunal de Nevers (*Gazette du Palais*, 1939.1.105) ont rendu deux décisions essentiellement contradictoires. En marge de cette jurisprudence, encore inconsistante, M. le Professeur Henri Solus a indiqué une troisième solution étayée de forts arguments juridiques (*Dalloz hebdomadaire*, 1938. Page 70).

L'espèce soumise à la Chambre des saisies immobilières du Tribunal civil de la Seine était la suivante : à la date du 29 juin 1938, le créancier poursuivant avait fait délivrer à ses débiteurs un commandement à la suite duquel il procéda à la saisie réelle des immeubles, le 19 août 1938. La saisie fut dénoncée le 24 août suivant, et la sommation de prendre communication du cahier des charges le 27 septembre 1938. Le créancier poursuivant prétendait que le commandement, ayant été délivré antérieurement à la promulgation du décret-loi du 17 juin 1938, devenu obligatoire à Paris le 1^{er} juillet 1938, la procédure devait être suivie conformément aux anciens errements du Code de procédure civile.

Les débiteurs poursuivis soutenaient que les nouvelles dispositions légales leur apportaient un avantage, en leur permettant en particulier de bénéficier d'une réduction des frais de procédure, et d'obtenir d'autre part et sans contestation, la conversion de la saisie en vente volontaire. Le Tribunal civil de la Seine a déclaré nulle la procédure de saisie immobilière et ordonné en conséquence la discontinuation des poursuites en se basant sur le fait que le commandement — formalité commune à toutes les voies d'exécution — n'est qu'un acte préalable à la saisie immobilière; que cette pro-

cédure ne commence qu'au procès-verbal de saisie. En l'espèce, le procès-verbal avait été dressé le 19 août 1938, postérieurement aux nouvelles dispositions légales publiées au *Journal Officiel* du 29 juin 1938. D'autre part, le Tribunal rejetait l'application des dispositions de l'article 173 nouveau du Code de procédure civile, en décidant que la nullité résultant de la non application de la loi en vigueur n'était pas une nullité relative, mais une *nullité absolue*.

Si la première question résolue par le jugement ci-dessus, en décidant que la procédure de saisie immobilière ne commence qu'au procès-verbal de saisie, paraît conforme à la jurisprudence antérieure (*Cassation, Chambre civile, 4 avril 1900. — Sirey, 1902.1.89. — Dalloz, 1900.1.529. — Cassation Chambre civile, 30 juin 1913. — Sirey, 1913.1.359. — Dalloz, 1913.1.531*), la sanction appliquée à la nullité nous semble discutable.

Certaines décisions ont en effet statué qu'en matière de saisie immobilière, les moyens de nullité sont réglés par des textes spéciaux, et qu'en conséquence l'article 167 ne pourrait être appliqué (*Paris, 8 mars 1937. — Gazette du Palais, 1937.2.644 sous-note a*). D'autres Tribunaux appliquent ledit article 173 (*ex. 28 février 1938. — Gazette du Palais, 1938.1.802. — Tribunal civil de Valenciennes, 12 mars 1936. — Gazette du Palais, 1936.1.890. — Sirey, 1936.2.160. — Tribunal civil de la Seine, 20 octobre 1938. — Gazette du Palais, 1938.2.788*).

Le Tribunal de Nevers soutient au contraire, que la nullité encourue eut été couverte, si elle n'avait pas été proposée avant l'adjudication, il s'agit par conséquent d'une simple

nullité relative. La procédure soumise au Tribunal de Nevers était d'ailleurs plus avancée que celle soumise au Tribunal de la Seine : le cahier des charges avait été déposé au Greffe dans les 20 jours de la transcription, et la partie saisie avait été sommée d'en prendre communication, et d'assister à la lecture à l'audience du 28 octobre suivant; à ladite audience, la partie saisie prétendit que la procédure était nulle pour violation de la législation en vigueur au moment où elle avait été commencée. Mais la procédure suivie par le saisissant avait-elle porté préjudice au saisi ? A juste titre, nous semble-t-il, le Tribunal de Nevers a considéré que le jour de l'audience éventuelle prévu par les articles 689 et 690 nouveaux du Code de procédure civile, n'ayant pas été porté à la connaissance des parties intéressées, celles-ci ignoraient les moyens de faire valoir leurs droits à modifier éventuellement le cahier des charges. C'est pourquoi le Tribunal annula la procédure à partir de la sommation de prendre communication du cahier des charges et d'assister à sa lecture à l'audience, puisque « l'inobservation des formalités jusqu'au dépôt du cahier des charges n'a pas été de nature à porter « préjudice aux parties en cause ».

Si, dans l'espèce soumise à ces observations, le hasard a voulu que les actes précédant la sommation aient malgré tout concordé avec les nouvelles prescriptions du Code de procédure civile, il faut reconnaître que l'on ne saurait baser une jurisprudence constante sur un tel élément pour le moins aléatoire.

Dans l'hypothèse où la procédure irrégulière ne cadrerait pas avec les formalités exigées par le décret-loi, comment

pourrait-on réajuster ces dernières avec les plus anciennes, puisque la loi n'exige plus un procès-verbal de saisie, mais un simple commandement transcrit renfermant les énonciations indiquées au nouvel article 673 du Code de procédure civile ? La loi récente, même en matière de procédure, ne peut porter atteinte à un droit acquis (*Glasson, Tissier et Morel. Traité théorique et pratique de procédure. 3^e édition. Tome I. Page 12. N^o 6*).

Il est donc bien difficile de choisir entre les deux interprétations données par le Tribunal civil de la Seine et le Tribunal de Nevers : chacune comporte une part d'inconvénients.

M. le Professeur Solus a donc été amené à chercher une autre solution : « Si le commandement ne faisait pas auparavant partie intégrante de la saisie, il n'en était pas moins une formalité préliminaire indispensable par laquelle devait obligatoirement commencer la saisie. Ne peut-on pas dès lors, considérer que celle-ci était « en cours », « qu'elle était « engagée » au sens très général où l'entend le « décret-loi, dès l'instant que le commandement a été signifié « avant le 1^{er} juillet 1938 » (*loco citato, page 72*). Outre l'intérêt pratique de cette solution qui supprime la difficulté, il est une raison de texte qui paraît déterminante à M. Ponelle (*Des commandements immobiliers antérieurs au 1^{er} juillet 1938. — Gazette du Palais, 1^{er} mars 1939*). En effet, l'exposé des motifs du décret (*Journal Officiel, 29 juin 1938. Page 7.487*) fait pleinement ressortir que les nouvelles règles sont « empruntées au décret du 28 février 1852 ». Reportons-nous donc à cette procédure d'exception.

Le commandement prévu par l'article 33 du décret du 28 février 1852 n'a pas seulement pour but de mettre en demeure le débiteur; il remplace le procès-verbal de saisie. Il a lieu pour parvenir à la vente et doit être transcrit; ce commandement est donc par lui-même « un acte de poursuite ». (J.-B. Josseau. *Traité de Crédit Foncier*. 3^e édition. Tome I. Page 568. N^o 447.) La jurisprudence a d'ailleurs décidé que ce commandement vaut procès-verbal de saisie immobilière. (*Tribunal civil de la Seine*, 23 février 1878. — *Gazette des Tribunaux*, 3 avril 1878. — *Bordeaux*, 1^{er} mai 1888. — *Dalloz*, 1889.2.199. — *Bastia*, 17 avril 1905. — *Dalloz*, 1906.2.188. — *Sirey*, 1907.2.30.) Plusieurs commentateurs du nouveau décret en ont immédiatement déduit que le commandement « nouveau style » constitue un acte d'exécution qui commence la saisie. (*Madray. Commentaire au Recueil Dalloz*, 1938.4.340. — *Paul Colin. Semaine Juridique*, 1938. N^o 39. Page 75.)

Effectivement, la seconde phrase de l'article 4 du décret concernant ces dispositions indique qu'elles « s'appliqueront « aux procédures qui seront engagées à dater de la promulgation du présent décret ». On ne pourrait comprendre que la procédure fut engagée si les nouvelles formes auxquelles elle est soumise n'étaient point postérieures au commandement qui commence la saisie. Il nous paraît donc raisonnable d'adopter la solution préconisée par M. Ponelle : « Il « suffit qu'un commandement immobilier ait été signifié « avant le 1^{er} juillet 1938, pour que la saisie et les suites continuent d'être régies par les anciennes dispositions du « Code. »

SECTION II.

De la procédure qui suit le commandement

Le cahier des charges doit être déposé dans les 40 jours de sa transcription au Greffe du Tribunal de la situation des biens; l'ancien délai n'était que de 20 jours, mais il convient de ne pas oublier que le commandement valant saisie peut être transcrit le soir même de la délivrance, puisque le nouvel article 674 ne fixe pas un délai minimum pour faire opérer cette formalité.

Les sommations sont signifiées, dans les huit jours du dépôt, au saisi, aux créanciers inscrits, à la femme du saisi et des précédents propriétaires, aux subrogés-tuteurs, aux mineurs devenus majeurs, au précédent vendeur, au co-échangiste. Elles indiquent l'audience éventuelle pour voir statuer sur les dires et l'audience d'adjudication. Il n'y a plus ni lecture ni publication du cahier des charges.

L'audience éventuelle demeure l'une des innovations les plus caractéristiques de la nouvelle procédure. Elle ne se tient que s'il s'est produit des dires sur le cahier des charges; si aucun dire n'est formulé, le Tribunal n'a pas à statuer, et l'audience ne comporte nul autre acte de poursuite. Cette audience éventuelle est fixée dans les sommations à la première audience utile, 30 jours après la dernière sommation, outre les délais de distance. Il faut donc avoir soin de respecter, à l'égard de toutes les parties intéressées, l'intégralité de ce délai, pour éviter une nullité de forme.

Si la date indiquée dans les sommations comme devant

être celle de l'adjudication ne peut être maintenue, le Tribunal fixe une nouvelle date éloignée d'au moins 30 jours, sans qu'un délai maximum ait été édicté pour ce renvoi.

Lorsque la vente n'aura pu, pour une cause quelconque, intervenir dans le délai de 6 mois après la transcription du commandement, le poursuivant devra lever un état complémentaire des inscriptions survenues depuis l'octroi du premier état aux fins de sommer éventuellement les plus récents créanciers d'assister à l'adjudication d'après les derniers errements de la procédure.

Quand le moyen de nullité invoqué contre la procédure qui précède l'audience éventuelle n'a pas été proposé par un dire annexé au cahier des charges 5 jours au plus tard avant celui fixé pour cette audience, cette omission ne saurait à elle seule entraîner la déchéance prévue par l'article 727 nouveau du même Code, si l'incident de nullité a été soulevé par acte d'avoué à avoué contenant les moyens et conclusions. (*Tribunal civil de la Seine*, 9 février 1939. — *Gazette du Palais*, 1939.1.570.) L'essentiel en effet c'est que le moyen ait été soulevé en temps voulu (*article 727 précité*).

La publicité légale et le nombre des placards nécessaires se trouve réduits, toujours par souci d'éviter des frais inutiles. Pour la publicité extraordinaire, tout intéressé peut se joindre à la requête présentée par l'avoué au Président du Tribunal, en vue de déterminer son importance. La signature de l'imprimeur n'a plus besoin d'être légalisée, ce qui était une complication non justifiée.

Une modification importante a été apportée au délai pour surenchérir, ce qui a été porté de huit à dix jours, mais la

surenchère ne pourra plus être reçue par le Greffier, après la fermeture de ses bureaux. Le décret-loi n'a pas indiqué si le délai était franc : il est préférable de continuer à agir comme s'il ne l'était point. Une réforme, ayant pour but d'unifier les différentes surenchères, ramène la surenchère en matière de saisie immobilière du sixième au dixième prix. Toutefois, et par suite, probablement, d'une simple omission du législateur, il semble que dans les cas de vente sur licitation, la surenchère demeure fixée au sixième du prix, puisque l'article 965 du Code de procédure civile n'a pas été modifié. (Alençon. — 25 octobre 1938. — *Gazette du Palais*, 1938. 2.789.)

SECTION III.

De quelques incidents de la saisie immobilière

A. — Décret-loi du 30 octobre 1935.

Il a été jugé — conformément à la doctrine généralement enseignée — (Glasson, Tissier et Morel. *Traité de Procédure*. Tome IV. N° 1.336. Page 664) que l'article 462 du Code de procédure civile, modifié par le décret-loi du 30 octobre 1935, n'était pas applicable à la procédure d'appel spéciale aux incidents de saisie immobilière. On continuait donc à appliquer l'article 731 ancien du Code de procédure civile, et, par voie de conséquence, les arrêts rendus par défaut par la Cour n'étaient pas susceptibles d'opposition. (Paris. *Deuxième chambre*. 8 juillet 1936. — *Revue de Procédure*. Fiche 5. — *Dalloz hebdomadaire*, 1936. 543.)

B. — *Décret-loi du 17 juin 1938.*§ I. — *Irrecevabilité de l'opposition.*

Cette jurisprudence a été confirmée par l'article 731, alinéa 1^{er}, du nouveau Code de procédure civile, qui précise que « les jugements et arrêts rendus par défaut en matière d'incident de saisie immobilière, ne seront pas susceptibles d'opposition ». En vertu de ce texte, il est donc inutile de réassigner la partie défaillante. (*Dalloz répertoire pratique V^o. Saisie immobilière N^o 831. — Supplément 1938. — N^o 902. — Garsonnet et Cézard Bru. Tome II. Paragraphe 2.192.*)

Le décret-loi précité apporte également une nouvelle modification en déterminant les cas où l'appel est permis, et en les indiquant expressément : « Désormais, l'appel n'est recevable qu'à l'égard des jugements qui statuent sur des moyens de fond tirés : de l'incapacité de l'une des parties, de la propriété, de l'insaisissabilité, ou de l'inaliénabilité des biens saisis. »

Ainsi donc, les jugements rendus à l'audience éventuelle prévue par le nouvel article 690, ne sont pas susceptibles d'appel lorsqu'il n'a pas été statué sur des moyens tirés du fond du droit, ce qui exclut en particulier l'appel des jugements rendus sur des moyens tirés de nullité de forme antérieurs à cette audience, ainsi que les jugements postérieurs à cette même audience qui statuent sur des moyens de nullité de forme. (*Thisse et Prouteau. Traité théorique et pratique de la saisie immobilière. N^o 201. Page 245.*)

§ II. — *Délai de grâce.*

L'article 689 nouveau du Code de procédure civile permet à la partie saisie immobilièrement de demander au Tribunal de surseoir aux poursuites, par application de l'article 1244 du Code civil. Ce nouvel article ne reproduit pas la précision insérée dans l'ancien article 694, qui limitait l'insertion des dires à ceux ayant pour objet d'introduire des modifications dans le cahier des charges. Désormais, le Tribunal est régulièrement saisi par un dire inscrit à ce cahier des charges, dans le délai de 3 jours, sans que le débiteur ait besoin de délivrer avenir, comme en matière d'incident de saisie. (*Pau*, 18 novembre 1938. — *Gazette du Palais*, 1938.2.902.)

Ceci met fin à une longue controverse, en faisant prédominer la thèse de l'applicabilité de l'article 1244 en cas de poursuite de saisie immobilière. (*Paris*, 11^e Chambre, 17 juin 1936. — *Dalloz hebdomadaire*, 1936.415. — *Tribunal civil de la Seine*, 9 avril 1936. — *Gazette du Palais*, 1936.1.799. — *Tribunal civil de Strasbourg*, 25 mai 1936. — *Dalloz hebdomadaire*, 1936.422. — *Tribunal civil de Soissons*, 12 juin 1936. — *Gazette du Palais*, 1936.2.157.)

Divers Tribunaux avaient cru devoir adopter l'opinion contraire (*Tribunal civil de Caen*, 6 mai 1936. — *Tribunal civil d'Epervay*, 12 mai 1936. — *Gazette du Palais*, 1936.1.923. — *Tribunal civil de Boulogne-sur-Mer*, 5 juin 1936. — *Semaine juridique*, 1936.853.)

§ III. — *Nullités.*

Avant la procédure instaurée par le décret-loi du 17

juin 1938, les moyens de nullité étaient opposés par acte d'avoué à avoué, signifié à l'avoué du poursuivant, et contenant avenir à l'audience des saisies immobilières pour voir statuer sur le moyen opposé; désormais, une distinction est nécessaire.

a) Lorsqu'il s'agit d'un moyen de nullité tiré du fond, ou de la forme d'un acte de la procédure antérieur à l'audience éventuelle, on doit le proposer au moyen d'un dire annexé au cahier des charges, et il est statué à cette audience sans autre avenir. Si le moyen est rejeté, la procédure est continuée sur ces errements. Si, au contraire, la nullité est prononcée, il faut reprendre les poursuites à partir du dernier acte valable. (P. Colin. *La nouvelle procédure de la saisie immobilière. Semaine juridique, études pratiques*, 10.1938.)

Le dire annexé au cahier des charges, doit être proposé 5 jours au plus tard avant la date fixée pour l'audience éventuelle. Que décider si ce délai n'a pas été respecté ? Il a été jugé par la Chambre des saisies immobilières du Tribunal civil de la Seine (9 février 1939. — *Gazette du Palais*. 22 mars 1939) que cette omission ne saurait, à elle seule, entraîner la déchéance édictée par l'article 727 nouveau du Code de procédure civile, si l'incident de nullité a été soulevé par acte d'avoué contenant les moyens et conclusions conformément à l'article 718 du même Code, signifié dans le délai de 5 jours prescrit au nouvel article 727. Il semble en effet y avoir équivalence entre ces conclusions et le dire à insérer au cahier des charges. Juridiquement, cette décision découle des dispositions de l'article 715 du Code de procé-

dure civile; la partie qui n'a pas été lésée ne saurait se prévaloir de la nullité.

b) S'il s'agit d'un moyen de nullité contre la procédure suivie à l'audience à laquelle il doit être statué sur les dires et observations, auxquels le cahier des charges peut avoir donné lieu, le moyen doit être proposé par acte d'avoué à avoué avec avenir pour l'audience fixée pour l'adjudication. Si le moyen de nullité est rejeté, il est immédiatement passé outre à l'adjudication; si la nullité est prononcée, elle remonte au jour de l'audience éventuelle et le jugement fixe une nouvelle date pour l'adjudication.

Que décider, au cas où la mise à prix ne figurant pas au cahier des charges déposé au Greffe, y avait été introduite par un dire, avant la publication ?

La Chambre des saisies immobilières du Tribunal civil de la Seine, par jugement du 20 octobre 1938 (*Gazette du Palais*, 1938.2.788) a décidé que le saisi ne pouvait invoquer la nullité de la procédure, faute par lui d'avoir subi un préjudice, du fait de cette irrégularité. D'ailleurs, l'article 690 du Code de procédure civile n'indique pas que la mise à prix doive figurer dans le cahier des charges *avant* son dépôt au Greffe : le dire qui fixe la mise à prix fera partie intégrante du cahier des charges, et il peut y être inséré jusqu'à l'expiration du délai prévu par l'article 694 du Code de procédure civile.

§ IV. — *Conversion de la saisie en vente volontaire.*

Le décret-loi du 17 juin 1938 permet à la partie saisie de

faire prononcer la conversion malgré l'opposition des autres parties (*Article 745 a*). Si le poursuivant et la partie saisie sont d'accord, ils présentent au Président du Tribunal dans le ressort duquel se trouvent les immeubles saisis, une requête collective signée de leurs avoués. L'ordonnance rendue à la suite de cette requête fixe la date de l'adjudication et ses modalités, et subroge éventuellement le créancier saisissant dans les poursuites, en cas de négligence de la partie saisie.

A défaut d'accord, la partie saisie doit appeler le saisissant devant le Tribunal par un simple acte d'avoué à avoué, à l'une des audiences éventuelles prévues pour les incidents de saisie, et non au jour indiqué pour l'adjudication. (*Chambre des saisies immobilières du Tribunal civil de la Seine. 16 février 1939. — Gazette du Palais, 24 mars 1939.*)

C'est à la condition que ces règles aient été observées que la procédure de saisie immobilière sera arrêtée. (*Eugène Raviart. Traité formulaire de la saisie immobilière. Edition 1939. N° 525. Page 197.*)

Si la partie saisie a attendu le jour fixé pour l'adjudication pour demander la conversion, il sera trop tard, car l'article 733 nouveau dispose que l'adjudication ne peut être remise que pour les causes qu'il indique, et parmi lesquelles ne se trouve pas la demande de conversion de saisie ; néanmoins, le Tribunal aurait la possibilité de surseoir à l'adjudication. (*Tribunal civil de la Seine, 7 octobre 1937. — Gazette du Palais, 1937.2.693. — Dalloz. Nouveau Code de procédure civile annoté, article 704.*)

Malgré les modifications profondes apportées par le décret-loi aux principes juridiques qui régissaient jusqu'alors la

conversion de la saisie en vente volontaire, le législateur a omis de trancher une importante controverse : que doit-il se passer lorsque la mise à prix n'est pas couverte ? L'article 748 *e* renvoie à l'article 706, et l'on pourrait en déduire que le poursuivant devient adjudicataire. M. Paul Colin, dans son commentaire précité (N° 100) estime que l'on doit « appliquer par analogie les règles admises en matière de folle enchère lorsqu'il y a lieu à baisse de mise à prix, et procéder par voie de requête collective ou par acte d'avoué, suivant qu'il y a accord ou non ».

Cette solution nous paraît la seule équitable, puisque dans la pratique, la conversion de saisie en vente volontaire amène généralement, à la suite des garanties données au futur adjudicataire, une augmentation de la mise à prix.

SECTION IV.

Des voies de recours contre les jugements

A. — Nullités.

Les moyens de forme et de fond doivent être soulevés cinq jours avant l'audience éventuelle, et pour les nullités résultant d'un dire inséré au cahier des charges, cinq jours également, mais avant l'adjudication.

Deux cas peuvent se présenter. Le moyen peut d'abord être reçu *avant* l'audience éventuelle : la procédure reprend alors à partir du dernier acte valable et les délais courent de

la signification de la décision. Si, par contre, le moyen est admis *après* l'audience éventuelle, la procédure reprend à partir de cette audience, et le Tribunal indique une date nouvelle pour l'adjudication.

B. — *Opposition.*

A défaut de texte législatif, la jurisprudence et la doctrine admettaient, ainsi que nous l'avons vu au début de la section précédente, qu'aucune opposition n'était recevable contre les jugements ou arrêts rendus par défaut en matière d'incidents de saisie immobilière, notamment en matière de subrogation. (*Bordeaux*, 14 avril 1908. — *Dalloz périodique*, 1909.2.286) ou de nullité de saisie (*Cassation*. — *Requêtes*, 23 février 1891. — *Dalloz périodique*, 1891.1.424.)

Par contre, la tierce opposition est recevable, d'une part contre les jugements rendus sur incidents de saisie, de la part des créanciers inscrits frustrés par le jugement d'adjudication; d'autre part, contre les jugements qui statuent sur l'action résolutoire du précédent vendeur non payé ou sur une demande en distraction. (*Dalloz. Répertoire pratique V° saisie immobilière*. — N° 909.)

C. — *Appel.*

Aux termes du second alinéa de l'article 731 nouveau, l'appel n'est recevable qu'à l'égard des jugements qui statuent sur des moyens de fond tirés de l'incapacité d'une des parties, de la propriété, de l'insaisissabilité des biens saisis ou de leur inaliénabilité. Ceci exclut notamment les jugements rendus à l'audience éventuelle prévue par l'article 690 nou-

veau, en particulier sur des moyens de nullité de forme antérieurs à cette audience.

L'acte d'appel doit être motivé, signifié à avoué ou à domicile réel ou élu, puis notifié au Greffier pour être mentionné au cahier des charges. Aucune disposition ne prévoyant le délai de l'appel, il faut donc appliquer le droit commun, c'est-à-dire respecter le délai d'un mois, sans augmentation en raison de la distance, si l'appelant a son domicile en France. Si l'appelant est domicilié en dehors de la France, le délai de droit commun semble trop long, et il est regrettable que le législateur n'ait pas cru devoir l'abréger dans des limites raisonnables, dans l'intérêt même de l'adjudication.

L'article 731 édicte que la Cour doit statuer dans le délai de quinzaine sur l'appel des jugements rendus sur incident de saisie immobilière. Mais l'expiration de la quinzaine sans qu'il ait été statué n'entraîne aucune déchéance, à moins que les parties ne se soient frauduleusement entendues pour retarder volontairement la décision de justice. (*Cassation. Chambre des requêtes*, 13 juillet 1938. — *Sirey*, 1938. 1.349. *Gazette du Palais*. 1938.2.705. — *Dalloz hebdomadaire*, 1938.533.)

CONCLUSION

Au terme de ce travail, au cours duquel les résultats pratiques des décrets-lois ont été examinés au banc d'épreuve du Palais de Justice, il convient de dresser un rapide bilan des avantages et des inconvénients résultant de cette pratique législative.

Quant à *la forme*, il est à peine besoin de souligner l'incontestable célérité d'élaboration et d'exécution d'un texte préparé par des organismes spécialisés, affranchi d'oiseuses discussions ou de la surprise de votes acquis au bénéfice d'une minime fraction du Parlement. Mais, en contre-partie, il faudrait exiger une perfection minutieuse de tous les détails de la rédaction définitive puisque celle-ci, n'étant plus au préalable soumise au jeu de la critique orale, se trouve par là même privée des éclaircissements susceptibles de résoudre, au vu des travaux préparatoires, les difficultés d'un membre de phrase elliptique ou incomplet. Une mise au point plus attentive éviterait encore ces multiples « addenda » qui encombre, pendant plusieurs semaines après la promulgation du décret, les colonnes du *Journal Officiel*. Un récent ouvrage étudiant l'ordonnance de 1731 sur les donations et celle de 1735 sur les testaments (M. Henri Regnault, *Professeur à la Faculté de Droit de Paris. — Les ordonnances civiles du Chancelier d'Aguesseau. — Paris, 1938*), nous fournit l'exem-

ple des soins vigilants apportés à la rédaction des règles sociales sous lesquelles vivaient nos aïeux. Ne pourrait-on exiger du législateur du vingtième siècle une clarté cartésienne qui n'aurait évidemment rien de rétrograde ? Des textes précis faciliteraient la besogne quotidienne des juges promus malgré eux au rang d'exégètes (*Poitiers*, 4 décembre 1935. — *Gazette du Palais*, 1936.1.358. Voir sous-note). Nous rejoignons ici la conception des juristes anglais : « Il résulte sans doute, écrit Dicey réfutant la méthode suivant laquelle la loi doit être interprétée d'après les travaux préparatoires de l'Assemblée légiférante, que l'interprétation des lois est « un peu étroite. Mais cela augmente de beaucoup l'autorité « des juges et la fixité du Droit. » (*Introduction to the study of the Constitution*. — 8^e édition, page 403. — Traduit par M. le Professeur Henri Capitant dans son article « *L'interprétation des lois* », d'après les travaux préparatoires, au *Dalloz hebdomadaire* 1935. — *Chroniques*, page 77.)

Quant au fond, nous avons constaté les heureux résultats des modifications apportées par la suppression du défaut faute de conclure; par l'abréviation du délai d'appel; par les règles strictes qui déterminent désormais la recevabilité de l'opposition en tenant mieux compte des intérêts du défaillant. De même, l'exécution des jugements de défaut, à l'égard des tiers, a été rendue plus facile; l'ancien certificat de non-opposition ou appel renferme maintenant de plus grandes précisions et permet à l'huissier instrumentaire de mieux apprécier le caractère du jugement dont l'exécution est requise. D'autres améliorations, réclamées depuis longtemps par la pratique, pourraient utilement intervenir pour sim-

plifier, par exemple, la procédure de la saisie-arrêt. Il semblerait logique d'adopter aux lieu et place des règles compliquées du partage judiciaire, celles qui régissent le droit commun de la tutelle, et de procéder au partage amiable avec simple approbation du Conseil de famille, puis homologation du Tribunal. (*Voir Ducqs : Le partage et la vente du bien de mineurs. — Thèse, Bordeaux, 1928. — Voir également le rapport de M. Piédelièvre au Bulletin de la Société d'Etudes Législatives, 1927.*)

Faut-il laisser un champ plus vaste aux esprits novateurs et modifier entièrement notre procédure traditionnelle ? Nous ne le croyons pas. Jusqu'à présent ce sont les parties, représentées par un avoué en qualité de mandataire légal, qui soumettent au juge les mesures d'instruction opportunes. Le rôle du magistrat se limite au rejet ou à l'admission des errements proposés par les plaideurs. Au Maroc, le Dahir du 12 août 1913 confie toute la procédure non plus aux parties, mais à un juge rapporteur. Ainsi les avoués n'existent plus et leur besogne analytique est accomplie par un magistrat dont le travail devient vite écrasant. Privés de l'appui de la procédure écrite, laquelle ne consiste pas exclusivement en une vaine paperasserie, les plaideurs sont davantage à la merci de la partialité de leur arbitre légal. La création par le décret-loi du 30 octobre 1935 d'un magistrat chargé de suivre la procédure s'inspire de cette technique, mais l'expérience a démontré que le plus souvent, le juge unique, qui ordonne les enquêtes et les expertises méjuge du fond : en conséquence, le Tribunal rejette fréquemment les faits admis par un juge débordé. Désastreuse pour les justiciables serait donc la géné-

ralisation d'une méthode qui ne peut convenir à la multiplicité des affaires soumises aux Tribunaux de France.

Plus facilement réalisable serait, nous semble-t-il, la réforme de l'interrogatoire sur faits et articles, proposée par le Comité Judiciaire de Législation. (*Rapport complémentaire de M. le Président Roger, sur la proposition de M. de Fallois. — 175^e séance d'études*) et tendant à fondre cette procédure avec celle de la comparution personnelle, ce qui la rapprocherait du système anglo-saxon où le point central de la manifestation de la vérité réside dans l'interrogatoire des parties. Les avocats et les avoués, possédant la parfaite connaissance d'un dossier dont ils ont eux-mêmes pesé et analysé les faits et les arguments, seraient appelés à assister leurs clients respectifs : ainsi font-ils au cours des enquêtes ordinaires. La procédure, ainsi rendue contradictoire, éviterait les reproches qui l'ont fait tomber en désuétude : le manque de publicité, la possibilité de calculer vingt-quatre heures à l'avance les réponses à faire à un articulat immuable, l'absence de l'adversaire, c'est-à-dire autant de primes à la fourberie et au mensonge.

En envisageant ainsi la progression du mode législatif instauré par le régime des décrets-lois, il nous apparaît que cette pratique apporterait, grâce à son incontestable souplesse, la solution rapide des problèmes de procédure auxquels certains articles du Code ne donnent qu'une insuffisante réponse. Nombreux sont les textes frappés irrémédiablement de sclérose : n'est-ce point la rançon de tous les comportements humains ? Au temps moderne, il faut un mode législatif jeune, calqué sur l'accélération de ses rythmes vi-

taux. Montesquieu l'avait déjà fort bien compris lorsque, par une géniale anticipation, il notait ces justes remarques :

« La nature des lois humaines est d'être soumise à tous
« les accidents qui arrivent, et de varier à mesure que les vo-
« lontés des hommes changent... Les lois humaines tirent
« avantage de leur nouveauté qui annonce une attention par-
« ticulière et actuelle du législateur pour les faire obser-
« ver. »

(*Esprit des Lois, Livre XXVI, Chapitre 2.*)

Vu

Le Doyen,

H. NÉZARD

Vu

Le Président de Thèse,

ANDRÉ PRUDHOMME

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur,

DAURE.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

GÉNÉRALITÉS

- ANOYAUT (M.). Commentaire du décret du 30 octobre 1935. Recueil général des Lois, Décrets et Arrêtés. Année 1936. N° 4. Pages 107 et sq.
- APPLETON (Jean). Avant-projet d'un Code de procédure civile proposé par la Commission de réforme de la procédure de l'association nationale des avocats inscrits. Paris, 1934.
- BARBOT (Michel). Le juge chargé de suivre la procédure. (Décret-loi du 30 octobre 1935.) Thèse. Paris, 1936.
- BIOCHE. Dictionnaire de procédure civile et commerciale, 1867.
- BOCCON-GIBOD (Bertrand). De la transformation de la procédure sous l'influence de la jurisprudence et de la pratique. Paris, 1937.
- BOITARD-GLASSON.
 et
COLMET-DAAGE. Leçons de procédure civile. 15^e édition, 1890.
- BORDEAUX. Philosophie de la procédure civile, 1857.
- CAPITANT (Henri). L'interprétation des lois d'après les travaux préparatoires. *Dalloz hebdomadaire*, 1935. Chroniques. Page 77.
- CÉZAR-BRU. La procédure du décret-loi du 30 octobre 1935, 1 brochure, 1937.

- CHAUVEAU et GLANDAZ. Formulaire de procédure. 11^e édition. Supplément, 1935.
- COLIN, CAPITANT et JULIOT de la MORANDIÈRE. Cours élémentaire de Droit civil français. 8^e édition, 1934.
- CUCHE (Paul). Précis de procédure civile et commerciale. 7^e édition. Paris, 1937.
- DALLOZ. Code de procédure civile, annoté par Henry Bourdeaux. 35^e édition. Paris, 1938.
- DALLOZ. Nouveau Code de procédure civile. 1910-1922. Additions, 1933.
- DALLOZ. Répertoire pratique de législation, de doctrine et de jurisprudence. Additions, 1938.
- DELOR (Emile). Le décret-loi sur la procédure civile. Répertoire COMMAILLE. Janvier-février, 1936.
- DUCOS. Le partage et la vente du bien de mineurs. Thèse. Bordeaux, 1928.
- Etudes sur les décrets-lois. Paris. Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1936.
- FUZIER-HERMAN (Ed.). Répertoire général alphabétique du droit français. Supplément. Paris, 1936.
- GARSONNET et CÉZAR-BRU. Traité de procédure civile et commerciale. 3^e édition, 1912-1925. Paris, 1^{er} supplément, 1931-1933, 2^e supplément, 1938.
- GLASSON, TISSIER et MOREL. Traité théorique et pratique d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure civile, 3^e édition. Paris, 1936.
- GOYET (Francisque). Modifications apportées à divers articles du Code de procédure civile, par le décret-loi du 30 octobre 1935. Lois nouvelles, 1936.1.204.

- GRANDIN (A.).
Bibliographie générale des sciences juridiques, politiques, économiques et sociales.
9^e supplément (année 1935).
10^e supplément (année 1936).
11^e supplément (année 1937).
- HEBRAUD (P.).
La réforme de la procédure. Le décret-loi du 30 octobre 1935. Paris, 1936.
- IGNACE (Jean).
De quelques problèmes posés par la technique législative actuelle. *Gazette du Palais*, 1937.2. Doctrine, page 25.
- ISAURE-TOULOUSE.
Traité formulaire de procédure générale, 1895.
- JAPIOT (René).
Traité élémentaire de procédure civile. 3^e édition, 1935.
- JOSSERAND (Louis).
Les déformations récentes de la technique législative. *Dalloz hebdomadaire*, 1939. Chroniques, pages 9 et sq.
- JURIS-CLASSEURS.
Procédure civile.
- LABORDE-LACOSTE (Marcel), et DESPUJOL (Albert).
Les réformes de la procédure civile par les décrets-loi, 1937.
- LOCRÉ.
Esprit du Code de procédure, 1816.
- MARIN (Pierre).
La réforme du Code de procédure ou renaissance du formalisme. Lois nouvelles. 1935.1.311.
- MIGNON (Maxime).
La pratique des décrets-lois devant la doctrine et la jurisprudence. Paris, 1938.
- MONTESQUIEU.
De l'esprit des lois, 1748.
- MOREL (René).
Traité élémentaire de procédure civile, 1932. Suppléments, 1935-1937.
- OUZELATZ (Michel).
La nouvelle procédure civile, 1936.

- PJIE. Le Juge unique et le statut de la magistrature en France, 1925.
- PLANIOL et RIPERT. Traité théorique et pratique de droit civil. Paris, 1925-1934.
- RAVIART (Eugène). Traité formulaire de procédure générale, 5^e édition, 1933. 2^e supplément, 1936. 3^e supplément, 1937.
- REGNAULT (Henri). Les ordonnances civiles du chancelier d'Aguesseau. Paris, 1938.
- ROUBIER. Des conflits de lois dans le temps.
- SOLUS (Henry). A propos du décret-loi sur la procédure civile. *Gazette du Palais*, 22-23 décembre 1935.
- SOLUS (Henry). La réforme de la procédure civile. *Le Temps*, 12 décembre 1935.
- SOLUS (Henry). La réforme de la procédure. *Revue des vivants*, 1935. Pages 651 et 652.
- TISSIER (Albert). Le Centenaire du Code de procédure civile et les projets de réforme. *Revue Trimestrielle de droit civil*, 1906. Page 652.
- TISSIER, DARRAS, LOUCHE-DESFONTAINES. Code de procédure civile annoté, 1900-1911.
- VANLAER (Etienne). Le décret-loi du 30 octobre 1935, relatif à la procédure civile. Lille, 1937.
- ZARZYCKI (Jean). De la demande en justice. Thèse. Caen, 1937.

CHAPITRE PREMIER

- DOR (Maurice). Le Juge de Paix, magistrat familial. Thèse. Dijon, 1937.
- GOUTET (André). De la conciliation en matière civile. Thèse. Paris, 1936.

- MAUREL (Brice). Le juge chargé de suivre la procédure. Thèse. Paris, 1938.
- SCHULER. L'instruction des affaires civiles, d'après le décret-loi du 30 octobre 1935. Thèse. Paris, 1938.
- SOLUS (Henry). Les pouvoirs du juge chargé de suivre la procédure à l'effet d'ordonner des mesures d'information. *Semaine Juridique*, 1939, 18 janvier. Dissertation. Fiche 82.
- VANLAER (Etienne). La procédure sommaire et le décret-loi du 30 octobre 1935. *Revue de Procédure*, 1938. Etude doctrinale. 6. Fiche 63.
- VIATTE (A.). Préliminaire de conciliation. Modification de l'article 49 du Code de procédure civile. Loi du 4 mars 1938. Recueil général des Lois, Décrets et Arrêtés, 1938. 1.316.

CHAPITRE II

- CUIN (Jean). Les jugements par défaut devant les Tribunaux civils. Thèse. Toulouse, 1937.
- JAPIOT (René). Jugements par défaut et opposition d'après le décret du 30 octobre 1935. Recueil général des Lois, Décrets et Arrêtés, 1938. 1.273.
- MARIN (Pierre). Le défaut faute de conclure depuis le décret-loi du 30 octobre 1935. Lois nouvelles, 1938.1.352.
- VANLAER (Etienne). Le régime français des jugements par défaut et des oppositions depuis le décret-loi du 30 octobre 1935. Thèse. Lille, 1936.

CHAPITRE III

- GHIEFFE (Georges). Les nullités de forme de procédure civile. Thèse. Lille, 1937.
- JAPIOT (René). Les exceptions et les nullités de procédure d'après le décret du 30 octobre 1935. Lois nouvelles, 1939.1.83.
- KAYSER (P.). Les nullités d'ordre public. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1933. Page 1121.

CHAPITRE IV

- ALEMANT (Henri). Les appels de Justice de Paix. *Bulletin des Greffiers en chef des Tribunaux civils et des Cours d'appel*. Numéro de décembre 1936.
- HEBRAUD (Paul). De l'application du décret-loi du 30 octobre 1935 aux appels formés postérieurement au 1^{er} décembre 1935. *Juris-Classeurs périodiques*, V^o appel (jaune). Dissertation 31.
- IGNACE (Jean). Un exemple d'une mauvaise technique législative : la loi du 4 janvier 1939. *Gazette du Palais*, 1939. Doctrine, page 7.
- NUVILLE (Louis). Les Appels de Justice de Paix, l'enquête sommaire et le décret du 30 octobre 1935. *Gazette du Palais*, 1937.2. Doctrine, page 19.

CHAPITRE VI

- ANTONIETTI et BARGELLI-NI. Etude pratique sur la procédure de saisie immobilière (décret du 17 juin 1938). Nice, 1938.

- CAMOT et BALLOT. De la baisse de mise à prix sur folle enchère, de l'absence de baisse de mise à prix sur conversion, d'après le décret-loi du 17 juin 1938 sur la saisie immobilière. *Gazette du Palais*, 1939. Doctrine. Pages 1-2.
- LAFORGE (Adrien). La nouvelle procédure de la saisie immobilière (Décret-loi du 17 juin 1938). Répertoire Commaille, 1939.1.53.
- PONELLE (Jean). Des commandements immobiliers antérieurs au 1^{er} juillet 1938, suivis de saisie après cette date, *Gazette du Palais*, 1^{er} mars 1939.
- RAVIART (Eugène). Le traité formulaire de la saisie immobilière, de sa surenchère et de la folle enchère (d'après le décret du 17 juin 1938). Paris, 1939.
- THISSE et PROUTEAU. Traité théorique et pratique de la saisie immobilière et de sa conversion (Décret-loi du 17 juin 1938). Alger, 1939.

REVUES ET PÉRIODIQUES

Bulletin de la Société d'études législatives.

DALLOZ. — Recueil hebdomadaire de jurisprudence. Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine.

Gazette du Palais.

Gazette des Tribunaux.

Journal Officiel.

Les Lois nouvelles (SCHAFFHAUSER), Paris.

Moniteur judiciaire de Lyon.

Recueil de la Cour de Douai.

Recueil de Rouen et de Caen.

Recueil des sommaires de la jurisprudence française et Recueil des Lois usuelles réunis (WEINTSTOCK).

Répertoire Commaille.

Revue critique de législation et de jurisprudence (WOLOWSKI).

Revue de procédure. Journal des Avoués et Bulletin de la taxe réunis.

Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence en France et à l'étranger.

Revue trimestrielle de droit civil.

Semaine juridique.

SIREY. — Lois annotées.

SIREY. — Recueil général des lois et arrêts.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	
CHAPITRE I. — De l'instruction des affaires civiles.	v
SECTION I. La Procédure de conciliation . . .	1
SECTION II. Le magistrat chargé de suivre la procédure:	7
SECTION III. Le dépôt tardif des conclusions	17
CHAPITRE II. — Des jugements par défaut et de l'opposition.	24
SECTION I. Le défaut faute de conclure. . .	25
SECTION II. Des jugements par défaut faute de comparaître, et de l'opposition . .	35
CHAPITRE III. — Des exceptions, des fins de non re- cevoir et de la récusation.	41
SECTION I. Les exceptions.	42
SECTION II. Les fins de non-recevoir. . .	54
SECTION III. La récusation et la péremption.	58
CHAPITRE IV. — La procédure d'appel.	
SECTION I. De l'appel des sentences de paix.	60
SECTION II. De l'appel d'un jugement du Tribunal de première instance. . . .	64
CHAPITRE V. — La procédure devant la Cour de cassation.	
SECTION I. Production du mémoire ampliatif.	79

SECTION II. Incompétence.	80
SECTION III. Péremption.	82
CHAPITRE VI. — De la procédure de saisie immobilière.	83
SECTION I. Des commandements tendant à la saisie immobilière.	84
SECTION II. De la procédure qui suit le commandement.	90
SECTION III. De quelques incidents de la saisie immobilière.	92
SECTION IV. Des voies de recours contre les jugements.	98
CONCLUSION.	101
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.	107

